



La participation des jeunes aux processus politiques

Seconde Université d'Été annuelle destinée aux jeunes cadres des partis politiques en Afrique : 6-8 juin 2018, Kigali, Rwanda





La participation des jeunes aux processus politiques

Seconde Université d'Été annuelle destinée aux jeunes cadres des partis politiques en Afrique : 6-8 juin 2018, Kigali, Rwanda

© 2018 Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale
© 2018 Forum consultatif national des organisations politiques

Les publications d'IDEA International sont indépendantes de tout intérêt national ou politique. Les points de vue exprimés dans la présente publication ne reflètent pas nécessairement les opinions d'IDEA International, de son conseil d'administration ou des membres du conseil.



La version électronique de la présente publication est disponible sous Creative Commons Licence (CCL) – Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 3.0 Licence. Vous pouvez librement partager cette publication ou en faire des travaux dérivés uniquement à des fins non commerciales, et à condition d'en avoir correctement nommé les sources et de les diffuser sous une licence identique à celle-ci. Pour de plus amples informations sur cette licence, veuillez consulter : <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/>.

IDEA International
Strömsborg
SE-103 34 Stockholm
Suède
Téléphone : +46 8 698 37 00
Courriel : info@idea.int
Site Internet : <http://www.idea.int>

Photo de couverture par Artem Bali sur Unsplash
Conception et mise en page par IDEA International

Créé avec Booktype: <https://www.booktype.pro>

Table des matières

Résumé	5
Introduction. La participation des jeunes aux processus politiques	9
Allocutions de bienvenue et d'ouverture	11
Séance de cours introductif	14
Présentation 1 : La corruption politique et le cout des élections	16
Présentation 2 : L'engagement démocratique sur les plates-formes technologiques	20
Présentation 3 : Argent, corruption et captation de l'état	24
Séance de groupe de travail : Comment atténuer l'effet des tendances émergentes de l'argent en politique et de la participation des jeunes ?	28
Recommandations	35
Allocutions de clôture	38
Annexe A : Projet de déclaration d'engagement	40
Annexe B : Projet de recommandations de l'Université d'Été	42
Annexe C : Projet de programme	46
Annexe D : Note conceptuelle	49
Annexe E : Liste des participants	54
À propos des organisations	56

Résumé



La 2nde Université d'Été annuelle destinée aux jeunes cadres des partis politiques en Afrique s'est déroulée du 6 au 8 juin 2018 à Kigali, au Rwanda, sur le thème général de : « La participation des jeunes aux processus politiques : tendances émergentes des aspects néfastes de l'argent en politique ». L'objectif déclaré de cette 2nde Université d'Été était d'inciter les jeunes cadres des partis politiques en Afrique à s'investir dans les problèmes qui entravent leur participation générale et ainsi à renforcer leurs capacités et leur confiance dans le but de participer positivement et efficacement à la politique. La Note conceptuelle jointe en Annexe D contient des informations supplémentaires concernant l'orientation générale de cette Université d'Été.

Les participants et personnes-ressources provenaient de plus d'une quinzaine de pays africains. De plus, ont également participé à l'événement des hauts responsables de la Commission de l'Union africaine (CUA), de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA International) et du Forum consultatif national des organisations politiques au Rwanda (NFPO). La liste complète des participants est jointe en Annexe E. L'Université d'Été a été organisée spécialement de manière à optimiser l'apprentissage et les interactions entre participants. Afin de servir de fil à des discussions plus détaillées, les contributions d'orientation et discussions se sont déroulées dans le cadre de trois séances ciblées de présentation de contenu et de dialogue. Ces séances portaient sur les thèmes suivants :

1. La corruption politique et le coût des élections comme obstacles et dilemmes éthiques à la participation des jeunes dans les pays africains.
2. L'engagement démocratique sur les plates-formes technologiques : micro-ciblage, réseaux sociaux et corruption politique en Afrique.
3. Argent, corruption et captation de l'État : effet des flux financiers illicites sur la participation des jeunes en Afrique.

Chacune de ces séances a bénéficié de contributions de haut niveau, suivies de délibérations détaillées de la part de jeunes cadres réactifs et de tous les participants sur les thèmes proposés. De plus, les participants se sont investis dans des discussions au sein de différents groupes sur les questions suivantes, qui ont été ciblées et validées :

- Que peuvent faire les jeunes cadres politiques pour éradiquer la corruption au sein des partis politiques en Afrique ?

- Comment les jeunes politicien(ne)s peuvent-ils/elles tirer parti des technologies pour réduire le coût des élections et améliorer la crédibilité du monde politique ?
- Quelles stratégies les jeunes cadres des partis politiques en Afrique peuvent-ils utiliser pour lutter contre les flux financiers illicites et la captation de l'État aux niveaux des pays et du continent ?

Ces présentations, discussions et délibérations spécifiques en groupes se sont déroulées dans l'idée selon laquelle les points de vue échangés serviraient à documenter les actions individuelles, les initiatives des partis politiques, les efforts nationaux et le travail des organisations régionales et continentales. Les séances de contributions d'orientation détaillées ont été précédées de l'ouverture officielle de l'événement et d'une contribution introductive de la part d'un haut « responsable politique » expérimenté. Le programme détaillé est joint en Annexe C. Les points suivants sont ressortis de la réflexion générale menée sur certaines des principales questions soulevées durant l'événement. Ces questions figurent dans le projet de recommandations de la 2nde Université d'Été. Elles correspondent sur le fond à celles qui sont évoquées dans le projet de recommandations joint en Annexe B.

- Il est essentiel de mesurer l'importance de disposer de cadres juridiques appropriés afin de lutter contre les nouvelles tendances des aspects néfastes de l'argent en politique et de garantir que les partis politiques rendent des comptes et sont responsables quant aux ressources utilisées aux fins de campagne et autres. Ces cadres, aux niveaux national et régional, doivent servir à garantir l'application de sanctions appropriées en cas de défauts de mise en œuvre.
- La participation et la représentation des jeunes femmes en politique est fondamentale pour lutter contre les nouvelles tendances des aspects néfastes de l'argent en politique. Les jeunes femmes peuvent être les chefs de file de la dénonciation de ces nouvelles formes de corruption au grand public.
- La situation financière des jeunes qui se lancent dans la politique doit être prise en compte. Ils et elles doivent être soutenus afin de ne pas se soustraire à l'influence de l'argent en politique. Les jeunes doivent également garder leurs distances avec les aspects négatifs associés au népotisme et ainsi trouver des moyens alternatifs pour financer leurs campagnes, tel que le financement participatif, entre autres, et en rendant des comptes directement aux communautés.
- Il est essentiel de se reposer sur des valeurs individuelles et collectives pour mettre en place des pratiques politiques appropriées et éviter la corruption. Ces valeurs doivent être inculquées le plus tôt possible et les jeunes hommes et femmes doivent y être exposés dans les systèmes éducatifs.
- Les activités sociales des jeunes constituent une opportunité indéniable pour promouvoir l'éducation et la mobilisation politiques. À cette fin, les initiatives dans les domaines de la culture, des sports et des loisirs doivent être utilisées afin de mobiliser la population en faveur de la lutte contre la corruption et de s'assurer que les jeunes deviennent des citoyens et des citoyennes actifs/ves.
- Il faut comprendre l'intérêt et l'utilisation des technologies comme moteurs de changement et échanger les expériences nationales positives afin qu'elles soient répliquées ailleurs. Les réseaux sociaux et les nouvelles plates-formes logicielles facilitent la mobilisation, l'éducation et l'inscription des électeurs, le suivi des processus et pratiques en matière d'élections, et la compréhension des comportements



électorales et des schémas y afférant. Les technologies permettent aux jeunes d'être à l'avant-garde du combat contre la fraude électorale.

- La crédibilité des représentants politiques, en particulier des jeunes, est fondamentale pour établir des systèmes qui ne sont pas prédisposés à la corruption. Le fait de renforcer la crédibilité prend du temps et nécessite que les jeunes mobilisent des fonds directement auprès des communautés, garantissant ainsi une reddition de comptes directe afin d'éviter les pratiques népotiques associées aux partis politiques.
- Afin de maintenir la lutte contre la corruption et la mauvaise utilisation des ressources de l'État, les jeunes doivent s'assurer qu'il existe une compréhension commune du rôle des institutions publiques et de la nécessité d'exercer une gouvernance responsable. Les jeunes doivent également être les chefs de file de la protection des espaces démocratiques et veiller à ce que les institutions fonctionnent comme prévu et à ce que les instruments de l'Union africaine (UA) en matière de gouvernance et de lutte contre la corruption soient appliqués localement.
- Le financement des partis politiques et de leurs opérations internes doit faire l'objet d'une plus grande redevabilité par les jeunes et par les institutions électorales concernées. La transparence peut se construire avec le temps et les jeunes peuvent contribuer à cela en améliorant les sites Internet des partis politiques et en veillant à ce que ces derniers soient plus transparents en ce qui concerne la protection et l'utilisation de leurs ressources.
- Les jeunes doivent s'impliquer davantage dans les activités des commissions et des agences indépendantes chargées de la lutte contre la corruption. Leur participation contribuerait à s'assurer que le point de vue transformateur des jeunes en matière de lutte contre la corruption soit effectivement pris en compte.
- Il faut se concentrer davantage sur l'autonomisation et sur le développement de la jeunesse en politique de manière générale. Cela prend du temps d'instaurer des approches idéologiques et plus largement une conscience politique. Les jeunes doivent reconnaître cela et utiliser les médias existants pour améliorer l'éducation politique. Il est particulièrement important de s'assurer que les jeunes s'engagent dans des débats sur les politiques économiques et autres au niveau des partis.
- Il est important de repenser la manière dont se fait la politique ; ceci est indispensable pour changer l'approche générale et les modalités plus traditionnelles de la mobilisation politique. Il faut placer au centre de cette nouvelle approche la volonté d'assumer des responsabilités et d'exercer une action sans dépendre de l'UA ou d'autres institutions ou leur faire porter ce fardeau. Les jeunes doivent lire davantage et s'impliquer dans les débats à plus grande échelle qui se déroulent sur le continent.
- Dans le cadre de la réflexion actuelle sur la participation des jeunes, il est indispensable de s'impliquer dans le rôle et la valeur historiques des formations de jeunes liées aux partis politiques. Les jeunes doivent créer des structures indépendantes qui ne peuvent être utilisées à des fins illicites. Ils/elles doivent également veiller à ce qu'il y ait une séparation nette entre l'État et le parti et à ce que les partis politiques ne soient pas financés par des sources illégales.
- La création de plates-formes réunissant plusieurs partis pour mobiliser les jeunes peut se révéler extrêmement utile dans la lutte contre la corruption. Les jeunes peuvent grandement bénéficier de l'établissement de plates-formes communes au sein des pays, des régions et sur le continent. À cette fin, les jeunes doivent être réalistes et s'engager

dans les structures existantes de manière à garantir un changement durable. La création de réseaux de solidarité transfrontaliers et interrégionaux pourrait favoriser le financement et garantir le succès des efforts collectifs.

- La participation des jeunes en politique et dans la lutte contre la corruption et les flux financiers illicites nécessite à la fois du courage et de l'intégrité. Il est donc fondamental de développer le courage et l'intégrité grâce à des programmes de responsabilisation personnelle et de leadership transformateur destinés aux jeunes.

À la suite des discussions sur certaines des principales questions et recommandations ayant émané des délibérations, les participants ont demandé que soit rédigé un ensemble plus concis et précis d'engagements pour l'avenir. Ces engagements ont été élaborés après les séances de clôture officielle et sont joints en Annexe A.

Introduction. La participation des jeunes aux processus politiques



La 2nde Université d'Été annuelle destinée aux jeunes cadres des partis politiques en Afrique s'est déroulée du 6 au 8 juin 2018 à Kigali, au Rwanda, sur le thème suivant : « La participation des jeunes aux processus politiques : tendances émergentes des aspects néfastes de l'argent en politique ». L'Université d'Été s'est déroulée dans un contexte de reconnaissance du fait que la participation des jeunes à la politique, et en particulier celle des jeunes femmes, qu'il s'agisse de représentation directe dans les structures politiques ou bien de modalités d'engagement politique moins formelles, reste limitée dans les pays africains. On observe de faibles niveaux de participation active et d'influence des jeunes alors même qu'ils et elles constituent une proportion très importante et croissante de la population totale.

Divers facteurs peuvent expliquer ces faibles niveaux de participation politique active des jeunes dans les structures existantes. Il s'agit notamment du patrimonialisme, du cynisme à l'égard de la politique, de la méfiance envers les partis politiques et les régimes juridiques d'exclusion, et de facteurs structurels qui y sont associés. Combinée à ces facteurs, on constate également une préoccupation plus générale quant à la corruption et à l'utilisation de ressources financières illicites qui ébranlent l'efficacité de la représentation et limitent le désir de changement chez les jeunes. Ces derniers souffrent également d'une manipulation active au travers de différents médias, et ils trouvent qu'il est difficile de s'y retrouver dans les processus politiques, notamment dans les pratiques au sein des partis politiques, pour changer les choses sur le fond et de manière durable pour les communautés et pour leur pays.

Afin de surmonter les problèmes spécifiques auxquels sont confrontés les jeunes, en particulier en ce qui concerne la corruption et l'utilisation de ressources financières illicites pour contrôler leur action, il est impératif de travailler davantage avec les jeunes cadres des partis politiques de tout le continent. Afin de s'assurer que ces jeunes cadres agissent comme agents du changement et ne succombent pas à des formes de politique contraires à la déontologie et guidées par le népotisme, il est indispensable de renforcer les capacités et les réseaux de solidarité associés qui permettraient de faciliter des actions positives à l'avenir et une meilleure gouvernance. C'est dans ce cadre que le Programme Afrique et Asie de l'Ouest d'IDEA International et le Département des Affaires politiques (DAP) de la CUA, en collaboration avec le NFPO et avec le soutien de l'Agence norvégienne de coopération pour le développement, ont organisé la 2nde Université d'Été annuelle des Jeunes.

Le thème général de cette 2nde Université d'Été a été choisi en adéquation avec le thème de l'UA pour 2018, à savoir : « Vaincre la corruption : une voie durable vers la transformation de l'Afrique ». L'objectif déclaré de cette 2nde Université d'Été était d'inciter les jeunes cadres des partis politiques en Afrique à participer aux discussions sur les problèmes qui entravent

leur participation générale et ainsi à renforcer leurs capacités et leur confiance en vue d'une participation politique positive et efficace. Dans cet esprit, l'Université d'Été a également servi à offrir aux jeunes cadres de quelques partis politiques africains l'opportunité de réfléchir, de débattre et d'échanger leurs expériences sur l'effet néfaste de l'argent en politique, notamment sur la participation politique des jeunes. Les objectifs spécifiques suivants ont été définis pour cette 2nde Université d'Été :

1. Offrir aux jeunes cadres des partis politiques en Afrique une plate-forme leur permettant de réfléchir aux défis émergents liés à l'effet néfaste de l'argent en politique qui entravent la participation politique effective des jeunes en Afrique.
2. Identifier et discuter des stratégies permettant d'atténuer ces défis qui peuvent être soumises aux organes de décision des partis politiques et à d'autres parties prenantes impliquées dans la lutte contre ces nouvelles tendances – y compris aux organes de gestion des élections (OGE) et à ceux qui traitent de criminalité financière.
3. Examiner le rôle qui peut être joué par le DAP de la CUA et ses partenaires aux niveaux régional et national afin de surmonter ces nouveaux défis et d'accroître la participation politique des jeunes.

De plus, la 2nde Université d'Été annuelle des Jeunes a servi de plate-forme pour émettre des recommandations concrètes qui, entre autres, amélioreront les mesures que prendront les jeunes dans le sens de futures actions positives. En outre, il était prévu que les contributions des jeunes cadres des partis politiques africains serviraient à améliorer les connaissances quant aux actions susceptibles d'être menées aux niveaux national et régional concernant l'amélioration du rôle global des jeunes dans la lutte contre la corruption. L'Université d'Été s'est articulée autour de trois séances de fond et plusieurs séances de groupes sur ces mêmes thèmes, afin de garantir la participation active de l'ensemble des personnes présentes. Les participants à la 2nde Université d'Été annuelle des Jeunes venaient des branches Jeunesse des partis politiques de quelques pays africains identifiés au préalable, à savoir : l'Afrique du Sud, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Liban, le Mali, le Mozambique, le Rwanda, la Tunisie, le Soudan du Sud, le Zimbabwe, ainsi que des pairs provenant d'Haïti. Les participants ont été invités sur la base d'un ensemble de critères clairement établis et permettant de garantir une répartition équitable entre partis politiques au pouvoir et partis d'opposition. M. Frank Kayitare, chargé de programme à IDEA International, a tenu le rôle de directeur de programme et de facilitateur général de la 2nde Université d'Été.

Allocutions de bienvenue et d'ouverture



Mme Madeleine Mukamabano, journaliste émérite, a joué le rôle de modératrice pour la séance de bienvenue. L'allocution de bienvenue a été prononcée par l'Honorable Mukamana Elisabeth, députée, porte-parole du NFPO. Les allocutions d'ouverture ont été prononcées par le Dr Khabele Matlosa, directeur des Affaires politiques à la CUA et par le Dr Maurice Enguelegue, chargé de programme principal, représentant le Pr. Adebayo Olukoshi, directeur régional pour l'Afrique et l'Asie de l'Ouest d'IDEA International. En sa qualité de modératrice de la séance, Mme Mukamabano a souhaité la bienvenue à tous les participants et évoqué dans les grandes lignes l'objectif de la 2nde Université d'Été, en insistant sur la lutte contre la corruption et contre les flux illicites de ressources. Durant la séance d'allocutions de bienvenue et d'ouverture, les participants ont pu se présenter et indiquer quelles étaient leurs attentes.

Dr Maurice Enguelegue

Le Dr Enguelegue a tout d'abord souhaité la bienvenue à tous les participants au nom d'IDEA International. Il a précisé qu'IDEA International ne faisait que faciliter l'événement, à l'initiative du DAP de la CUA. Il a ensuite signalé que le thème de l'Université d'Été correspondait au thème de l'UA pour 2018, à savoir la lutte contre la corruption. Il a ajouté que, bien que la lutte contre la corruption fasse l'objet d'une grande mobilisation, il existe des domaines qui ne sont pas bien connus et qui méritent un engagement plus ferme et plus approfondi.

Le Dr Enguelegue a ensuite présenté les différentes thématiques de l'Université d'Été. Il a souligné la question des réseaux sociaux et la manière dont ils sont manipulés dans le but d'orienter les élections, comme cela a récemment été mis au jour par la controverse entourant *Cambridge Analytics*. Il a également évoqué la question de l'utilisation des flux financiers illicites par des jeunes dans le but de financer leurs activités politiques dans plusieurs pays africains. Le Dr Enguelegue a noté que peu de travaux s'étaient intéressés à ces deux questions en Afrique et il a invité les participants à être proactifs dans leurs échanges. Il a conclu en observant que l'Université d'Été faisait des progrès importants en mettant sur pied des plates-formes de jeunes entre partis et entre pays. En conclusion, il a indiqué qu'IDEA International travaille, entre autres, sous la direction du DAP de la CUA avec des partenaires dans le but d'améliorer la conception et le contenu de l'Université d'Été au profit des jeunes cadres des partis politiques africains.

Dr Khabele Matlosa

Le Dr Matlosa a commencé par exprimer sa gratitude pour l'organisation de l'Université d'Été. Il a indiqué qu'il était important qu'il y ait un élan et que celui-ci devait être soutenu à l'avenir. Néanmoins, il a exprimé son inquiétude quant au fait que nous communiquons souvent dans des langues européennes et qu'il n'existe pas de mode de communication commun à toute l'Afrique. Il a affirmé qu'il était crucial d'utiliser une langue africaine en ce qu'elle contribuerait à former de meilleures interactions à l'avenir.

En ce qui concerne le thème de la 2nde Université d'Été, le Dr Matlosa a précisé qu'il ne ferait pas de déclaration officielle, mais qu'il livrerait ses réflexions sur quelques points qu'il estimait pertinents. Il a constaté que, bien que les jeunes constituent environ 75 % de la population africaine, et les femmes plus de 50 %, il est inquiétant qu'ils et elles ne soient pas pleinement pris(es) en compte dans le processus décisionnel. Il a cependant indiqué que l'UA avait reconnu l'importance de l'inclusion et adopté la Charte africaine de la jeunesse ainsi que le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique. Il a noté, néanmoins, que ces instruments étaient mis en œuvre à des degrés divers.

Ensuite, le Dr Matlosa a indiqué que la marginalisation des jeunes hommes et femmes avait diverses conséquences. En particulier, il a constaté que de nombreux jeunes sont au chômage et ont plus souvent tendance à recourir à la violence ou à participer à des réseaux terroristes. De plus, il a indiqué que, tandis que l'Agenda 2063 cherche à relever certains de ces défis, il reste encore beaucoup à faire. Il a précisé que les partis politiques avaient un rôle important à jouer pour favoriser une inclusion complète. Il a remarqué que, dans de nombreux cas, les ligues de la jeunesse et des femmes étaient utilisées dans le but de capter le pouvoir de l'État, au détriment des jeunes. À cet égard, le Dr Matlosa a indiqué qu'il est crucial pour l'avenir de réformer les partis politiques.

En ce qui concerne la corruption, le Dr Matlosa a indiqué que la menace la plus importante pour la démocratie en Afrique consistait dans les flux d'argent aux partis politiques. Il a observé que le financement privé des partis politiques était une pratique désormais ancrée et qu'il était donc indispensable qu'il y ait un débat sur la question des flux financiers illicites. En conclusion, le Dr Matlosa a souligné l'ampleur des sorties d'argent illicites et l'importance de réfléchir à des stratégies qui empêchent les flux illicites et, en particulier, à la façon dont les partis politiques obtiennent leurs financements. Pour terminer, il a remercié les participants pour leur présence et leur a souhaité une bonne continuation pour l'Université d'Été.

L'Honorable Mukamana Elisabeth

L'Honorable Mukamana Elisabeth a tout d'abord souhaité la bienvenue à tous les participants et réitéré l'engagement de son organisation à collaborer à l'échelle du continent africain. Elle a insisté sur le fait que le travail réalisé au Rwanda et au-delà se déroulait dans le cadre d'un engagement allant dans le sens d'un leadership transformateur. À cet égard, elle a précisé que le leadership transformateur est un processus par lequel les individus peuvent démontrer un niveau d'engagement plus important. Pour étayer son point de vue, l'Honorable Mukamana Elisabeth a cité un ouvrage sur « le leadership transformateur » et a insisté sur l'importance d'élaborer des modèles de référence pour les futurs dirigeants.

De plus, l'Honorable Mukamana Elisabeth a développé l'idée selon laquelle le leadership transformateur incarne des actions visant à garantir une planification appropriée et une gestion efficace du changement. Elle a indiqué que ceci exige des leaders qu'ils s'engagent à ouvrir l'espace à d'autres acteurs et qu'ils veillent à ce que les politicien(ne)s assument les



responsabilités de leurs actes. Ceci nécessite en outre d'avoir des dirigeants qui voient au-delà de leurs intérêts propres et qui sont capables de travailler dans l'intérêt de la société au sens large. Elle a également fait référence à l'histoire du Rwanda et donc à l'importance d'un tel leadership pour pouvoir surmonter la tragédie du passé.

L'Honorable Mukamana Elisabeth a souligné que les initiatives de son organisation visaient à former les nouveaux dirigeants au sein des partis politiques rwandais. À cet égard, elle a souligné que les jeunes au Rwanda occupaient de plus en plus des rôles de dirigeants au sein des partis politiques. En conclusion, l'Honorable Mukamana Elisabeth a remercié tous les partenaires impliqués dans l'organisation de la 2nde Université d'Été et précisé que les connaissances acquises devraient favoriser le lancement d'initiatives nationales plus nombreuses impliquant des jeunes, et ainsi contribuer au développement durable des pays. Elle a souhaité bonne continuation à tous pour l'événement et pour leur séjour au Rwanda.

Séance de cours introductif



Ce cours introductif a été dispensé par le Dr Obiageli Ezekwesili, ancienne ministre de l'Éducation et ministre des Ressources minérales solides du Nigéria, ancienne vice-présidente de la Banque mondiale et cofondatrice de Transparency International. La séance de cours introductif visait à motiver les participants et à encourager une réflexion plus vaste, en regard de l'expérience acquise, quant aux questions cruciales intégrées dans les liens entre le développement des jeunes et le renforcement de la démocratie.

Présentation : Dr Obiageli Ezekwesili

Le Dr Ezekwesili s'est tout d'abord dite heureuse de l'organisation de l'événement, dans la mesure où selon elle, trop peu de choses sont faites, au niveau du continent, pour développer un « pipeline » de capacités politiques de quelque manière substantielle que ce soit. Elle a salué le DAP de la CUA et IDEA International pour leurs efforts et a remercié le Rwanda pour l'accueil réservé à ce rassemblement de jeunes cadres des partis politiques africains. Elle a constaté que le continent en est encore à ses balbutiements en matière de développement de la démocratie et que nombreux sont ceux qui ne prennent pas pleinement la mesure de l'intérêt de la démocratie pour le développement.

Le Dr Ezekwesili a de plus souligné que la génération actuelle est, de manière générale, privilégiée car elle n'a pas réellement fait l'expérience des juntas militaires et du despotisme. Elle a rappelé que, par contraste avec sa génération, qui a connu l'autoritarisme avec la corruption, les jeunes d'aujourd'hui sont libres et que toutes sortes de possibilités s'offrent à eux. Elle a indiqué que nous avons dorénavant dépassé l'idée de l'exception africaine et que nous sommes dans une période où l'on reconnaît que la mauvaise gouvernance a été le plus grand obstacle au développement. Elle a signalé, en outre, que si l'on méconnaît la question de la gouvernance, on ne disposera pas des infrastructures, des institutions et des politiques cruciales pour travailler en fonction de nos attentes.

Le Dr Ezekwesili a souligné le fait que sa génération n'avait pas bien réussi et qu'il était temps de mettre fin à tous ces échecs. Elle a exhorté les jeunes à agir et à veiller à un meilleur fonctionnement des systèmes. Elle a noté que ceci doit passer par des processus politiques et que la génération actuelle ne devait pas faire l'erreur de se désintéresser de la politique. Par le passé, beaucoup de gens se sont focalisés sur des solutions technocratiques et ont ainsi pris leurs distances avec la politique. Il en est résulté que les politiques ont été conçues et contrôlées par des personnes peu éduquées et mal informées. Elle a insisté sur le fait que, dans ce contexte, le principe fondateur réside dans l'importance d'un bon leadership et de s'engager en politique.



En encourageant les jeunes à se projeter dans l'avenir, le Dr Ezekwesili a relevé que nous vivons aujourd'hui dans un contexte dans lequel la politique peut se faire sans nécessairement avoir accès à des fonds importants. Elle a spécifié que les messages peuvent éclipser l'argent et que les relations ne sont pas uniquement verticales, mais aussi horizontales et qu'elles peuvent être redéfinies encore et encore au travers des réseaux sociaux. Elle a constaté que, lorsque les messages résonnent chez les gens, cela les attire en grand nombre et ce sont eux qui apportent eux-mêmes les financements. De plus, elle a affirmé que la politique actuelle repose sur les compétences et sur les capacités.

Pour conclure, le Dr Ezekwesili a souligné le fait que la génération actuelle ne devrait pas chercher à imiter l'ancienne génération. Dans l'idéal, elle devrait avoir un état d'esprit différent. Il n'y a aucune raison pour qu'elle s'engage dans la médiocratie. Elle a indiqué, de plus, qu'aujourd'hui les technologies peuvent résoudre de nombreux problèmes et que les connaissances peuvent être cruciales pour surmonter de nombreux défis. Elle a encouragé les jeunes à ne pas se montrer anti-intellectuels. Enfin, elle a indiqué que si les jeunes ne sont pas déterminés à apporter une contribution significative, alors ils doivent oublier le monde de la politique.

Commentaires des participants sur la séance introductive

La modératrice a ouvert la séance des commentaires et des contributions, lesquels sont résumés ci-dessous ; ils intègrent à la fois les contributions des participants et les réponses associées qui ont été faites par le Dr Ezekwesili et d'autres intervenants lors de la séance d'ouverture :

- Il est essentiel que les jeunes continuent à faire preuve d'un leadership positif et qu'ils s'engagent sur la base des capacités et des compétences, de manière générale. Cependant, il est tout aussi important que ceci soit durable et que l'on ne revienne pas aux approches passées. Il a été noté qu'auparavant, peu d'attention était accordée au mentorat d'une nouvelle génération de dirigeants. Ceci peut se faire facilement et on peut utiliser des technologies pour contribuer à ce processus.
- La génération actuelle doit faire bien davantage car les générations précédentes ont échoué à de nombreux égards en matière de lutte contre la corruption. L'éducation est particulièrement importante, comme l'est l'échec général du système actuel qui n'aide pas les gens à agir sur le terrain et dans leur contexte. Le peuple n'est pas dénué de pouvoir et il est fondamental que les jeunes restent en première ligne afin de garantir les réformes dans l'éducation là où il y a eu des échecs. Il faut redoubler d'efforts pour renforcer les capacités afin que les pays puissent devenir plus compétitifs au niveau mondial.
- Les jeunes sont souvent à l'avant-garde du changement et ils exigent principalement que ceux qui exercent le pouvoir rendent des comptes. Cependant, il est nécessaire que les dirigeants rendent aussi des comptes auprès de l'organe compétent au niveau du continent, car ce sont principalement les jeunes et les femmes qui pâtissent du manque de responsabilisation. Il est important que les jeunes dépassent l'idée selon laquelle ils n'auraient aucun pouvoir. En politique, il est important de renforcer la demande. Les citoyens et les jeunes doivent reconnaître le pouvoir dont ils disposent d'agir ensemble pour garantir la responsabilité à tous les niveaux.

Présentation 1 : La corruption politique et le cout des élections



Cette séance a été modérée par le Pr. Anastase Shyaka, président-directeur général (PDG) du Conseil de gouvernance du Rwanda (RGB). La contribution d'orientation générale a été proposée par M. Brian T. Kagoro, directeur d'UHAI Africa Group. Le Dr Otive Igbuzor, directeur du Centre for Leadership, Strategy and Development (Centre LSD) à Abuja, au Nigéria, et le Dr Emmily Koiti, du Soudan du Sud, étaient intervenants.

Présentation d'orientation générale : M. Brian T. Kagoro

M. Kagoro a commencé en indiquant que, dès 2004, il avait travaillé avec d'autres personnes à la rédaction d'une Stratégie pour l'Afrique. Citant Chinua Achebe, il a souligné que tous ceux qui ne pensent pas que la corruption est un problème sont « soit des fous, soit des escrocs ou bien ils ne vivent pas sur le continent ». Il a aussi souligné qu'il existe diverses définitions de la corruption et qu'il faut prendre garde à englober toutes ses manifestations à la fois mondiales et locales. M. Kagoro a également développé son point de vue quant aux différentes causes et aux transmetteurs de la corruption. Il a particulièrement insisté sur la façon dont elle s'est internationalisée et sur les différents terrains où elle a cours.

En ce qui concerne le lien spécifique entre la corruption et la participation politique, M. Kagoro a souligné la façon dont les jeunes peuvent être utilisés et l'exigence de construire une solide base déontologique afin de contrer la corruption. Il a insisté sur l'importance de l'éthique et de l'intégrité pour sauver les prochaines générations du piège de la corruption. En outre, il a noté que l'Afrique a été témoin de l'amalgame entre État, parti et sécurité, en ce qui concerne la corruption. Il a affirmé que lutter contre la corruption dans ce contexte n'est pas chose aisée, car elle va souvent à l'encontre d'intérêts locaux et mondiaux bien établis.

M. Kagoro a ensuite développé ses idées sur le défi que représente la lutte contre la corruption et sur le fait que nous sommes souvent confrontés(e)s à des difficultés à exercer un leadership approprié et donc à un vide éthique. Il a constaté que le problème concernait aussi les acteurs non-étatiques et qu'il arrivait parfois que les riches entretiennent la pauvreté afin de conserver leur position et de continuer à piller l'État. Dans la lutte contre la corruption, M. Kagoro a insisté sur l'importance de s'investir auprès des catalyseurs structurels de la corruption. Il a constaté que la classe moyenne a souvent intérêt à soutenir des régimes et des pratiques corrompu(e)s. Il a affirmé qu'il était donc impératif de voir plus loin que les solutions techniques dans la lutte contre la corruption. Il a insisté sur l'importance d'aller au-delà de la simple introduction de nouvelles législations. Il reste encore beaucoup à faire pour créer les infrastructures éthiques requises dans la lutte contre la corruption. En conclusion,



M. Kagoro a souligné à quel point il est important de développer un mouvement mondial pour lutter contre la corruption, car il ne s'agit pas simplement d'un problème purement national.

Dr Otive Igbuzor

Le Dr Igbuzor a tout d'abord indiqué qu'il était largement d'accord avec la présentation faite par M. Kagoro. Il a noté que, pour s'investir dans des élections, il fallait bien plus que simplement de l'argent. Il a aussi noté l'importance des organisations et de la solidarité au sens large dans la lutte contre la corruption. Il a constaté cependant que les défis diffèrent selon les pays et nécessitent de s'impliquer directement dans la question de la corruption politique.

Le Dr Igbuzor a rappelé que la corruption est particulièrement importante car elle ébranle les principes démocratiques et mène souvent à l'apathie et donc à l'exclusion des jeunes et des pauvres. Il a observé que, lorsque les ressources de l'État sont utilisées à des fins d'enrichissement personnel, cela incite à recourir à l'argent pour influencer la politique. Ceci entraîne souvent un certain nombre de problèmes supplémentaires, tels que la montée de bandes criminelles, de politiques qui favorisent certaines entreprises, d'obstacles financiers pour les citoyens ordinaires et de la captation des institutions étatiques par des dynasties familiales.

Le Dr Igbuzor a de plus souligné les défis liés à ces familles et le fait qu'elles sont souvent gangrenées par le corruption politique. Après avoir évoqué quelques exemples de cette règle, le Dr Igbuzor a rappelé l'importance vitale de réglementer le financement des partis politiques. Outre les exigences de transparence quant aux sources de financement, il a noté que la mise en œuvre des réglementations était cruciale, car souvent les règles ne sont pas respectées.

En conclusion, le Dr Igbuzor a souligné qu'il était essentiel de revenir aux aspects fondamentaux de la démocratie et aux objectifs premiers des gouvernements. Il a constaté que, dans ce contexte, il y avait un besoin urgent d'éducation politique, y compris de formation directe et de mentorat d'une nouvelle génération de dirigeants politiques. Il a relevé l'intérêt des réseaux sociaux pour l'éducation et enfin, il a insisté sur l'importance de s'organiser pour promouvoir le changement dans la société.

Dr Emmily Koiti

Le Dr Koiti a tout d'abord indiqué qu'elle travaille avec des jeunes au Soudan du Sud et se fonde sur cette expérience pour s'exprimer sur ces questions. Elle a constaté que l'échec vient en partie du manque de reconnaissance de la réalité selon laquelle la corruption est souvent liée à des problèmes relevant de l'éthique personnelle des individus. À cet égard, elle suggère que nous avons connu un grand nombre d'échecs et que de nombreux jeunes compétents ne veulent pas s'engager en politique car ils pensent que les coûts sont élevés et qu'elle est de manière générale un lieu de corruption.

Le Dr Koiti a de plus indiqué que les jeunes ne veulent pas s'engager dans des activités politiques en-dehors des centres urbains et ne parviennent pas à mobiliser les villages. Elle note également que, très souvent, on oublie que les élections sont un processus et pas simplement une activité dans laquelle il faut s'impliquer en amont des élections officielles. Elle a également souligné l'importance de changer la culture et de s'engager de manière indépendante par rapport à ceux qui sont au pouvoir et occupent des postes politiques. En conclusion, elle a insisté sur l'importance d'accroître les espaces sociaux et l'éducation politique comme moyen de mettre sur pied une nouvelle génération de dirigeants. À cet

égard, elle a mis l'accent sur la nécessité d'innover, combinée à l'impératif d'établir des institutions locales et de renoncer à la tendance d'emprunter à d'autres pays.

Discussions

Les points suivants résument les questions qui ont été posées après les présentations et discussions. Ils reflètent dans les grandes lignes les problèmes soulevés par les participants et les réponses qui ont été apportées par les orateurs et par les intervenants :

- La corruption est largement devenue une norme dans la société. Bien que les gens puissent se plaindre de la corruption durant la conduite des élections, ils s'impliquent généralement dans le système en tant que membres de partis politiques. Il est donc indispensable de s'engager sur des questions de protection du peuple contre la corruption et d'éviter ces dangers.
- Un défi considérable pour les jeunes réside dans le fait qu'ils n'ont pas, généralement, de base financière suffisante pour s'engager en politique et occuper des postes d'élus. Ceux qui occupent de tels postes utilisent les financements pour appâter les jeunes et se servent des richesses pour diviser et mieux régner au sein de leur organisation politique. Il faudrait une plus grande solidarité afin que les gens puissent rester éloignés de la politique.
- Lorsqu'on réfléchit à la question de l'argent en politique, il est difficile d'imaginer comment les jeunes peuvent être motivés pour éviter ces tentations. Les jeunes ne disposent généralement pas de ressources pour s'engager et doivent donc se reposer sur autrui pour fournir des financements. Dans certains pays, l'opinion publique pense que l'argent et la politique sont étroitement liés. Nous devons réfléchir à des approches permettant de contrer cette réalité.
- Il est indispensable de réfléchir à certaines stratégies plus concrètes pour lutter contre l'utilisation de l'argent à des fins de sécurisation de postes politiques. Nous savons, grâce à des rapports plus généraux, que la plus grande partie de la corruption que nous connaissons passe par les partis politiques. Il est donc important de réformer les partis. La CUA est actuellement en train d'élaborer un Programme sur les partis politiques.
- Il est indispensable que nous réglions les problèmes auxquels nous sommes confrontés en nous éloignant des solutions techniques pour nous orienter vers des solutions politiques. Très souvent, le problème des partis politiques vient du fait qu'ils sont faibles en matière d'idéologie et ne possèdent pas les bases nécessaires à une bonne organisation politique. Il est crucial de renforcer la conscience politique, et les jeunes peuvent être à l'avant-garde de ce travail. Il faut changer les ingrédients pour réussir. Il faut que ce soit les politiques, et non l'argent, qui poussent le peuple à s'investir en politique. Ceci nécessite de mettre en place des initiatives permettant un renouvellement constant des partis et une réflexion sur les moyens d'améliorer le système politique.
- Il est souvent très difficile de faire de la politique lorsque des bandes criminelles sont présentes dans le pays. Afin d'être efficaces, les jeunes doivent faire partie d'un mouvement visant à changer la nature de la politique et donc planifier cela ensemble. Lutter contre la corruption en tant que militant isolé peut se révéler très périlleux, c'est pourquoi il est impératif de créer de vastes réseaux entre pays.



- Nous devons reconnaître que l'argent a une grande influence sur la politique. Il en résulte que les partis ne disposent pas de liste fiable d'adhérents, qu'il n'existe pas de démocratie interne et que la plupart des adhérents ne participent pas aux décisions. Pour surmonter ces défis, il faut introduire des réformes dans les partis et élaborer des stratégies politiques afin de réglementer le flux de ressources dans les partis politiques. Ceci servira à lutter contre les flux financiers illicites. Nous devons aussi veiller à élaborer et mettre en œuvre des réglementations relatives au financement des campagnes politiques. Le financement public des partis politiques est un point majeur qui doit être pris en compte pour l'avenir.
- Il est indispensable pour les jeunes de rester engagés sur un ensemble de valeurs positives. L'argent ne fait pas tout en politique et le système actuel peut surmonter ces problèmes grâce à des convictions et à une volonté de soutenir une action positive. Il est nécessaire d'aller outre les mœurs politiques d'antan et de s'impliquer directement dans les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Nous devons éviter la tendance à faire des sacrifices sur l'autel de l'opportunisme politique et nous concentrer sur la responsabilisation des partis politiques à l'égard des communautés.

Le modérateur de la séance a conclu en mettant l'accent sur l'importance des jeunes en tant que stratèges et non simplement en tant que tacticiens dans les efforts visant à améliorer la politique. À cet égard, il faut prendre des risques pour construire un avenir meilleur. Il est tout aussi important d'endiguer la corruption en ce qu'elle contribue à la sortie de ressources et ainsi à la dépendance envers l'aide au développement.

Présentation 2 : L'engagement démocratique sur les plateformes technologiques



Cette séance a été modérée par Mme Marie-Laurence Jocelyn Lassègue, ancienne ministre et chargée de programme au Bureau d'Haïti d'IDEA International. La présentation de cette séance a été faite par M. Christian Kakoba, Community Lead chez BitHub Africa. Les intervenants étaient M. Boniface Mwangi, du Kenya, et Mme Nebila Abdulmelik, experte en communication, de l'Éthiopie. Mme Lassègue a ouvert la séance en soulignant l'importance de l'échange d'expériences entre jeunes, étant donné que ce sont souvent ces derniers qui sont à l'avant-garde de l'utilisation des technologies en vue d'apporter un changement politique.

Présentation d'orientation générale : M. Christian Kakoba

M. Kakoba a tout d'abord signalé qu'il allait se concentrer sur la manière dont les technologies et l'innovation peuvent corrompre la démocratie. Il a précisé que de jeunes entrepreneurs ont trouvé de nombreuses idées pour résoudre les problèmes que nous connaissons, et que l'Afrique devient un foyer d'innovation et un prestataire de solutions numériques. Il a assuré, en outre, que son entreprise avait fait des recherches sur l'utilisation des chaînes de blocs (blockchains) et sur la façon dont ces dernières pouvaient contribuer à résoudre des problèmes de nature sociale.

En approfondissant, M. Kakoba a indiqué que les grandes entreprises qui pratiquent le micro-ciblage en utilisant des données personnelles / privées et d'autres outils tels que WhatsApp, Facebook, Instagram et autres dans le but d'influencer les préférences politiques des jeunes, la segmentation du vote des jeunes, la conception des préférences politiques, la prospection et la mobilisation, relèvent d'une forme de corruption politique.

M. Kakoba a constaté que les chaînes de blocs peuvent aider à empêcher/atténuer ce nouveau phénomène. Il a rappelé qu'il s'agit simplement d'un système logiciel qui permet de transmettre des valeurs/informations instantanément et facilement. Son entreprise s'est également associée à une université dans le but de déterminer dans quelle mesure les chaînes de blocs peuvent être utilisées pour partager des contenus et en tirer des revenus. Il a aussi cité d'autres exemples pour démontrer sa valeur en matière d'échanges et de transactions. Pour conclure, M. Kakoba a également évoqué le fait que son organisation a conclu un partenariat avec un organisme des Nations Unies dans le domaine de l'énergie et de son financement. Il a conclu en disant que les jeunes devaient échanger davantage sur les plateformes et applications logicielles qu'ils avaient développées et sur les possibilités que ces



dernières présentent en termes de promotion de la participation politique et de lutte contre la corruption.

M. Boniface Mwangi

La contribution de M. Mwangi portait principalement sur l'utilisation des réseaux sociaux par les jeunes dans le but de discuter des problèmes qui les concernent. Il a relevé le fait que, bien que de nombreuses questions ne puissent être débattues dans les médias publics (radio), elles peuvent cependant l'être sur les réseaux sociaux. Il a indiqué que les réseaux sociaux servent souvent à redonner de la motivation aux gens sur des questions ciblées et qu'il y avait lui-même eu recours afin de lever des fonds.

M. Mwangi a précisé que, bien que les réseaux sociaux soient efficaces en matière d'engagement sur certaines questions, ils réduisent souvent les jeunes à un rôle passif en ce sens qu'ils n'entraînent pas une réelle mobilisation en tant que citoyens actifs. Le problème, a-t-il assuré, réside dans la capacité à voir au-delà des réseaux sociaux en mobilisant des gens dans la rue afin qu'ils puissent agir sur les problèmes qui les concernent. Les réseaux sociaux ont leurs propres limites, qui doivent être reconnues lorsque nous cherchons à changer les choses pour le peuple.

Mme Nebila Abdulmelik

Mme Abdulmelik a tout d'abord indiqué que les réseaux sociaux devaient être appréciés dans leur contexte et qu'ils n'étaient pas systématiquement des vecteurs de corruption politique. Elle a observé que, très souvent, différentes formes de réseaux sociaux prennent de l'importance lorsque les États tentent de bloquer l'accès à l'Internet à des fins de contrôle. Elle a indiqué que, dans ces contextes-ci, les gens élaborent des stratégies alternatives et plus sophistiquées pour communiquer, en utilisant par exemple des réseaux privés virtuels (virtual private network, VPN). Elle a rappelé que des États en Afrique avaient tenté de bloquer l'accès à l'Internet et que, dans de nombreux cas, les gens avaient réussi à créer des réseaux alternatifs pour contrer ces efforts sécuritaires.

Mme Abdulmelik a poursuivi en affirmant qu'il était possible de mobiliser des foules grâce à l'utilisation des réseaux sociaux. Elle a évoqué les exemples des soulèvements arabes en Afrique du Nord. Mme Abdulmelik a également souligné le fait que les réseaux sociaux peuvent être utilisés à mauvais escient afin d'étouffer la contestation. Néanmoins, elle a soutenu qu'il est nécessaire de rester vigilant et de protéger cet espace car de nombreux pays cherchent à faire passer des législations visant à restreindre l'utilisation des réseaux sociaux et le militantisme des blogueurs. Pour terminer, Mme Abdulmelik a rappelé qu'il était important de reconnaître que la radio demeure le moyen de communication le plus répandu sur le continent.

Discussions

Les délibérations et les questions soulevées au cours de cette séance sont exposées ci-dessous. Elles comprennent les problèmes soulevés, les questions posées et les réponses correspondantes :

- Il est évident que les entreprises utilisent souvent des informations privées dans le but de manipuler les gens. Des données ont été utilisées pour influencer des élections et, dans certains cas, ont permis à des candidat(e)s d'être élu(e)s. Des entreprises collectent gratuitement des données et les revendent à d'autres. Il est donc important

d'envisager les chaînes de blocs comme moyens alternatifs permettant de sécuriser la propriété des données.

- Lorsqu'on utilise des chaînes de blocs, il est possible de modifier la façon dont les données sont utilisées ; c'est aussi une façon d'empêcher quiconque de vendre des données. Les jeunes peuvent s'investir dans ce domaine et se fonder sur les données recueillies pour changer les choses. Par exemple, les chaînes de blocs peuvent être utilisées pour retracer l'utilisation et la propriété foncières – luttant ainsi contre la corruption en matière foncière.
- Il est important également de reconnaître que les technologies, et plus particulièrement les réseaux sociaux, peuvent être utilisées à des fins de propagation du racisme ou de diffamation. Nous devons réfléchir à la façon de combattre cela ainsi que la corruption par le biais de ces réseaux. Il y a une nécessité de réglementation, et beaucoup d'associations ont été créées en ce sens, comme l'Association des blogueurs (Association of Bloggers). Nous devons faire en sorte que cela soit difficile pour des délinquants d'utiliser les réseaux sociaux et les technologies.
- Nous avons observé l'utilisation des réseaux sociaux et de Facebook à des fins d'organisation d'une révolution. Cependant, nous voyons aussi que des politiciens peuvent utiliser ces mêmes réseaux pour répandre des rumeurs. Nous devons réfléchir à la façon dont les réseaux sociaux peuvent être utilisés à des fins positives et à la manière dont ils peuvent faire l'objet d'une réglementation afin de contrer ces utilisations à mauvais escient.
- Nous devons reconnaître que les réseaux sociaux ne sont pas uniquement un outil, mais qu'ils dépendent beaucoup de leurs utilisateurs. Tout ce qui est posté sur les réseaux sociaux est rendu public. Ainsi, un individu doit être préparé à défendre les contenus partagés en ligne. Il peut s'avérer complexe de mettre en place des réglementations, mais nous devons encourager une culture qui reconnaît que les droits s'accompagnent de responsabilités.
- Nous devons nous inspirer de l'expérience de l'Égypte en ce qui concerne la mobilisation de la jeunesse. Bien que les jeunes aient activement porté le changement, leur militantisme n'était pas durable et ainsi le pays est confronté à une nouvelle forme de régime autoritaire. Les réseaux sociaux ont des limites ; il faut donc accorder une bien plus grande attention à l'éducation politique. Il est nécessaire de renforcer la confiance des jeunes afin qu'ils puissent s'engager en politique à un niveau plus élevé et non plus uniquement par le biais des réseaux sociaux.
- Les réseaux sociaux sont souvent utilisés par différents groupes aux idées radicalement opposées. Il faut trouver des moyens de créer des ponts plutôt que d'utiliser les réseaux sociaux pour créer des divisions politiques ou se positionner selon des lignes sectaires ou ethniques. Nous devons éviter la tendance à s'engager dans un discours de haine par le biais des réseaux sociaux. Il arrive que des gouvernements nomment des personnes chargées d'utiliser les réseaux sociaux pour attaquer l'opposition.
- Nous devons réfléchir au fait que les technologies peuvent facilement être piratées. L'intérêt des chaînes de blocs est qu'elles contribuent à apporter plus de transparence. Il arrive que des gens tentent d'utiliser ces technologies à des fins de blanchiment d'argent. Cependant, cette démarche est rendue très difficile car le système est transparent et il n'est pas aisé de suivre le flux des ressources et des transactions.



- Nous devons reconnaître que ceux qui publient des contenus sur les réseaux sociaux doivent assumer leurs responsabilités. Cependant, il est impératif d'éduquer les gens sur l'utilisation des technologies et sur la façon de s'investir de manière déontologique sur les plates-formes des réseaux sociaux. Les législations et réglementations peuvent contribuer à atténuer l'effet néfaste de la mauvaise utilisation des réseaux sociaux. L'autorégulation est possible lorsque des utilisateurs et blogueurs actifs se retrouvent pour adopter des codes déontologiques.

Présentation 3 : Argent, corruption et captation de l'état



Cette séance a été modérée par M. Njoya Tikum, responsable régional du Programme des Volontaires des Nations Unies (VNU) au sein du Bureau régional pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe. La présentation d'orientation générale a été dispensée par la Pr. Thulisile Nomkhosi Madonsela, ancienne médiatrice de l'Afrique du Sud. Mme Chantal Uwimana, ancienne directrice de la région Afrique chez Transparency International, et M. Apollinaire Mupiganyi, secrétaire exécutif de Transparency International – section rwandaise, étaient les intervenants. Cette séance s'est déroulée selon des modalités différentes car les contributions des intervenants ont été en grande partie structurées par les questions et points de vue des participants. Dans les cas appropriés, les questions soulevées par les intervenants ont été résumées dans la partie concernant leurs contributions.

Présentation d'orientation générale : Pr. Thulisile Nomkhosi Madonsela

La Pr. Madonsela a tout d'abord tenu à remercier le DAP de la CUA et IDEA International pour leur travail main dans la main avec de jeunes dirigeants. En réponse à une question spécifique portant sur son travail en tant que médiatrice de l'Afrique du Sud, elle a indiqué que son bureau était devenu célèbre pour deux raisons majeures. Son travail était basé sur les fondations précédemment établies par les efforts des médiateurs de l'Afrique du Sud qui l'avaient précédée. Elle a également évoqué le fait que les politicien(ne)s donnaient du travail au Bureau du médiateur de la République au travers des questions qu'ils/elles soulevaient et qui nécessitaient qu'une enquête soit menée.

En ce qui concerne la captation de l'État, la Pr. Madonsela a signalé que de nombreux Sud-Africains avaient des difficultés à comprendre comment cela pouvait leur arriver. Elle a noté que le fait de penser que la captation de l'État est le fait d'une ou deux familles relevait d'une vision plutôt simpliste. Elle a décrit ce phénomène comme étant plus complexe que cela, nécessitant souvent une réponse bien plus approfondie. Par exemple, la Pr. Madonsela a cité l'expérience de la Californie où des lois ont été introduites afin de créer une ouverture pour combattre la captation de l'État. Cette législation intégrait, entre autres, la transparence en matière de financement des partis politiques.

La Pr. Madonsela a ensuite approfondi la manière dont les politiques sont parfois utilisées dans le but de bénéficier à des intérêts spécifiques. Elle a rappelé que certaines des stratégies de captation étaient très sophistiquées et très difficiles à retracer et à prouver devant un tribunal. Elle a indiqué que la transparence était souvent la meilleure stratégie permettant de



surmonter l'utilisation des pouvoirs publics par certaines personnes pour servir des intérêts particularistes ou privés. Elle a évoqué le fait que les gens utiliseront souvent la pauvreté ou d'autres formes de défense pour se protéger et justifier leurs intentions de captation de l'État.

La Pr. Madonsela a rappelé que la vérité éclate toujours et qu'il est donc préférable d'éviter les situations dans lesquelles notre intégrité peut être mise en doute. Elle a aussi souligné que les gens agissent parfois dans leur seul intérêt à tel point que tout le monde se retrouve démuné, et d'une manière qui détourne la démocratie et ébranle la justice sociale. Elle a poursuivi en affirmant qu'il était crucial pour l'avenir de créer un leadership ayant une vision et un engagement. En conclusion, elle a mis l'accent sur l'importance du leadership éthique centré sur des principes. Elle a exhorté les jeunes à ouvrir davantage les partis politiques aux voix du peuple, encourageant ainsi une plus grande responsabilisation sociale. Enfin, elle a rappelé que la corruption politique n'était pas une chose normale et qu'il était impératif d'institutionnaliser davantage les valeurs partagées de l'UA.

Mme Chantal Uwimana

Mme Uwimana a tout d'abord signalé que les flux illicites de ressources provenaient essentiellement de la corruption, sous des couverts d'activités commerciales. Elle a relevé que plus de 60 % des flux impliquaient des entreprises multinationales et supposaient souvent le financement de politicien(ne)s afin d'exercer un contrôle sur les ressources. Elle a observé que seuls 5 % des flux illicites étaient classés comme relevant de la corruption et que 35 % relevaient d'activités criminelles.

Mme Uwimana a également indiqué que la participation à une élection était très coûteuse pour les candidats et que nombre d'entre eux devaient travailler pendant de longues périodes et économiser de l'argent pour pouvoir participer à une élection. Le coût élevé de la participation à une élection piège souvent les candidats et les pousse à se faire soutenir par le biais d'activités criminelles. À cet égard, elle a encouragé les jeunes à réfléchir à cette question et à comprendre les réalités sur le terrain. Elle a également relevé qu'il était important de réfléchir aux mesures qui pourraient être prises pour éviter les tentations et les effets néfastes de l'argent en politique.

M. Apollinaire Mupiganyi

La contribution de M. Mupiganyi s'est principalement tenue dans le cadre de la séance de discussion générale. Il a insisté sur le fait que la captation ne consistait pas uniquement dans des flux financiers illicites mais intégrait également d'autres stratégies par lesquelles le pouvoir était capté à mauvais escient. Il a constaté, plus particulièrement, que, en l'absence de contre-pouvoirs adéquats, les partis étaient utilisés pour contrôler la jeunesse.

M. Mupiganyi a observé que, par le passé, la politique était perçue au Rwanda comme un moyen d'enrichissement. Ceci a cependant changé et la politique n'est plus considérée aujourd'hui comme une stratégie d'enrichissement car les politicien(ne)s ont des comptes à rendre. La politique n'est donc plus perçue comme un emploi ou comme une façon de gagner de l'argent. Il a en outre indiqué qu'il existait un certain nombre de mécanismes permettant de s'assurer de la responsabilité des politicien(ne)s et du fait qu'ils/elles respectent la loi. En effet, ils/elles sont poursuivi(e)s en cas de corruption et il existe des mécanismes en place permettant de s'attaquer à ces problèmes.

Discussions

Les délibérations qui ont suivi cette séance portaient sur les points suivants :

- Dans certains pays, il y a des personnes très influentes dans les milieux d'affaires qui peuvent influencer le résultat des élections. Ces personnes utilisent souvent les financements pour contrôler ce qui se passe et qui sera nommé au gouvernement. Ce type de contrôle est ensuite utilisé pour influencer les contrats que passera le gouvernement et les entreprises qui remporteront les plus gros appels d'offres.
- Il faut reconnaître que la corruption est souvent un problème systématique dirigé par le secteur privé. Dans de nombreux cas, la corruption est également liée à l'aide internationale et à des multinationales. Les jeunes doivent donc faire des choix quant à la manière dont ils souhaitent s'engager. Il faut qu'ils/elles réalisent qu'il y a des conséquences lorsqu'ils/elles choisissent la voie de la corruption et que, à long terme, cela nuit à leur réputation et à celle de leur famille.
- Nous devons reconnaître que, souvent, les gens utilisent la promotion de l'investissement comme moyen de s'enrichir. Dans la plupart des cas, nous ne connaissons pas les liens entre tel individu et telle multinationale, ni les accords qui peuvent être utilisés pour leur enrichissement personnel. Les partis politiques devraient être bien plus transparents sur les questions de financement afin que toute forme potentielle de captation puisse être identifiée.
- Nous devons reconnaître que la captation ne se limite pas à des flux financiers directs. Il arrive parfois que des personnes soient utilisées de manière indirecte ou nommées à des postes spécifiques afin de promouvoir certaines politiques. Dans certains pays, les prêts financiers sont utilisés pour contrôler les politicien(ne)s.
- Il faut se rendre compte que beaucoup de gens ne comprennent pas la démocratie et que cette méconnaissance peut être utilisée pour renforcer la corruption dans certains pays. Il est très courant que les électeurs n'agissent pas librement lors des élections et ils sont parfois influencés d'une manière ou d'une autre par des promesses économiques. Afin de contrer l'utilisation corrompue de la démocratie, nous devrions parfois envisager des formes de gouvernance alternatives.
- Il faut développer une plus grande appréciation du rôle du parlement dans la lutte contre la corruption et les flux illicites de ressources. Il existe de nombreux exemples de parlements agissant à l'encontre de présidents ou de Premiers ministres. Nous devons renforcer nos institutions démocratiques afin que de telles actions dépassent les divisions partisans.
- Il faut reconnaître qu'il est parfois très difficile pour les partis politiques de participer aux élections. Il arrive qu'ils aient besoin d'un soutien extérieur. Nous devons donc faire la distinction entre l'aide au développement destinée aux partis politiques et les flux financiers illicites à des fins de contrôle.
- Il est important de reconnaître que les élections peuvent être coûteuses et que de nombreux risques y sont associés. Les jeunes doivent être prêts à prendre des risques et à s'engager dans des processus politiques avec des valeurs. Il est aussi important de tirer parti des expériences positives dans certains pays où les jeunes ont pris l'initiative de former des partis politiques et de s'investir dans des activités d'opposition avec engagement et enthousiasme.



- Les partis politiques reposent souvent sur le charisme d'un ou deux dirigeants. Mais ceci n'est pas amené à durer ; ainsi il est impératif de réfléchir à d'autres moyens de donner jour à de nouveaux dirigeants. Les jeunes leaders doivent trouver d'autres moyens d'expression et ne peuvent pas dépendre uniquement des partis qui ont des niveaux de contrôle élevés.
- Les jeunes doivent envisager de meilleurs moyens de lutter contre la corruption. Nous devons nous rassembler au-delà des différences partisans, sur le fondement de nos intérêts communs. Nous devons engager des débats dans nos pays et trouver des moyens de réunir les jeunes en transcendant les partis.
- Nous ne devrions pas penser que tous les investissements relèvent de la corruption. Bien qu'il y ait toujours des tentatives de mise à profit, nous pouvons surmonter cela en veillant à ce qu'il y ait des niveaux élevés de transparence autour de ces activités. Nous avons besoin d'un système complet comprenant de nombreux contre-pouvoirs et des codes déontologiques dans le but de guider le comportement des individus. Nous avons parfois des impressions de corruption alors qu'il n'en est rien.
- Nous devons reconnaître que la corruption se fait parfois de manière très sophistiquée et que l'argent peut entrer et sortir de façon très complexe afin d'éviter d'être détecté. Nous pouvons contrer cela grâce à davantage de transparence et en nous assurant que les intéressés déclarent leurs intérêts et divulguent les sources de leurs fonds. Bien que la démocratie puisse être utilisée pour poursuivre des intérêts privés, à long terme elle vise à s'assurer que les dirigeants agissent dans l'intérêt commun. La démocratie permet également de « murmurer la vérité à l'oreille du pouvoir ».
- Pour parvenir à nos fins, nous ne devons pas nous montrer agressifs. Nous pouvons vraiment changer les choses en nous adressant aux intéressés avec respect et en améliorant la qualité de nos arguments. Nous devons accorder une attention particulière à la formation des jeunes afin qu'ils s'investissent dans un plaidoyer efficace et dans des manières d'influencer les intéressés.

Les activités de la journée ont été closes par le coordinateur du programme. Dans ses remarques de clôture, il a indiqué aux participants la façon dont les séances de discussion se dérouleraient lors de la deuxième journée de l'Université d'Été. À cet égard, il a souligné les trois questions sur lesquelles les groupes allaient travailler et a demandé à tous les participants d'y réfléchir d'ici le lendemain afin que les discussions se déroulent de manière positive et ciblée.

Séance de groupe de travail : Comment atténuer l'effet des tendances émergentes de l'argent en politique et de la participation des jeunes ?



Cette séance a intégré la mise en place de trois (3) groupes de travail. Chaque groupe devait se concentrer sur l'articulation d'un ensemble de solutions qui contribueraient à améliorer la participation des jeunes dans le cadre de la lutte contre la corruption et de la menace des flux financiers illicites, et donc de l'argent en politique. Les séances de groupe ont été facilitées par des représentants de chacune des organisations partenaires. M. Frank Kayitare, chargé de programme à IDEA International, a aidé le Groupe 1 ; Mme Sharon Ndlovu, chargée de programme au DAP de la CUA, a aidé le Groupe 2 ; et M. Jijuka Zephyrin, coordinateur de programme pour le NFPO, a aidé le Groupe 3. Durant les discussions sur les questions, les participants ont été encouragés à formuler des propositions concrètes sur l'établissement de partis politiques exempts de corruption et sur le rôle qu'ils/elles peuvent jouer dans ces processus. Chaque groupe s'est vu attribuer un sujet différent sur lequel se concentrer, comme suit :

- Groupe 1 : Que peuvent faire les cadres des partis politiques en Afrique pour éradiquer la corruption au sein des partis politiques africains ?
- Groupe 2 : Comment les jeunes politicien(ne)s peuvent-ils tirer parti des technologies pour réduire le coût des élections et améliorer la crédibilité du monde politique ?
- Groupe 3 : Quelles stratégies les jeunes cadres des partis politiques en Afrique peuvent-ils/elles utiliser pour lutter contre les flux financiers illicites et la captation de l'État à l'échelle des pays et du continent ?



Avant de se séparer en groupes pour les discussions, les participants ont eu la possibilité de réfléchir aux engagements de la veille et à certaines des questions clés qui revêtaient une certaine importance pour l'avenir. Les points suivants constituent un résumé de certaines des problématiques qui ont été soulevées durant les discussions :

- Il est très utile d'établir une distinction entre une stratégie et une tactique immédiate. Pour parvenir à leurs fins dans la lutte contre la corruption et les effets néfastes de l'argent en politique, les jeunes devraient, dans l'idéal, se focaliser sur des questions stratégiques à long terme. Pour être efficaces, ils doivent commencer dès que possible à élaborer des stratégies relatives à la responsabilisation dans la participation politique et dans les cycles électoraux et non attendre la prochaine élection pour impliquer les communautés dans ce combat.
- La lutte contre la corruption nécessite un changement des comportements, des relations entre jeunes et des pratiques des jeunes à l'endroit de la politique.
- L'engagement pris de lutter contre la corruption demande beaucoup d'énergie et d'enthousiasme de la part des jeunes. La lutte doit commencer au niveau le plus élevé et doit s'enraciner dans la compréhension du fait que les gouvernements tirent leur pouvoir de la société. Nous devons conserver des espaces ouverts destinés à la société civile pour gagner cette bataille.
- Nous devons passer plus de temps à établir des valeurs déontologiques correctes entre les gens. Il arrive que nous accordions trop d'attention aux structures et pas assez aux valeurs des individus. Nous devons passer plus de temps à encourager une éthique positive et à veiller à ce que les jeunes maintiennent des valeurs positives.
- Le changement efficace doit débiter par une introspection entre jeunes. En tant que jeunes politicien(ne)s, nous devons choisir ce que nous voulons faire et quel doit être notre comportement. Nous ne pouvons pas devenir comme ceux qui sont au pouvoir depuis longtemps. Nous devons créer des réseaux pour nous soutenir mutuellement au-delà des divisions partisans.

Présentation des rapports par les groupes

Les jeunes participants se sont répartis en trois groupes de travail. Chaque groupe a nommé une personne chargée de présenter le rapport en plénière. Le résumé des questions qui ont émané dans chacun des groupes est présenté ci-dessous. Le cas échéant, les ajouts de membres des groupes ont aussi été intégrés à ce résumé. La séance de présentation des rapports par les groupes a été modérée par M. Idrissa Kamara, chargé de programme au DAP de la CUA.

Groupe de travail 1

Ce groupe a réfléchi à la question « Que peuvent faire les cadres des partis politiques en Afrique pour éradiquer la corruption au sein des partis politiques africains ? » et est parvenu aux conclusions suivantes :

- Il est impératif de se concentrer sur l'encouragement des autorités nationales à formuler des législations et renforcer le cadre et la réglementation afin de lutter contre la corruption. Les sanctions appliquées en cas de corruption doivent être durcies et des efforts doivent être déployés pour garantir que les auteurs sont traduits en justice sans

délai de prescription (période limite durant laquelle une affaire peut être portée devant la justice).

- Il est important de s'engager en ce qui concerne la question de la participation des femmes et la représentation globale des jeunes en politique. Il faut renforcer le travail de plaidoyer de manière à garantir une représentation appropriée et l'amendement des lois afin de permettre aux jeunes de participer pleinement à la vie politique. Les jeunes doivent s'engager sur une base factuelle.
- Il est essentiel de mettre en place des institutions économiques qui puissent retracer les flux financiers et, en particulier, les intérêts financiers des personnes qui occupent des postes dans la fonction publique. Dans l'idéal, il devrait exister un relevé complet et un audit des finances des personnes assumant des fonctions politiques. Les jeunes doivent être aidés sur le plan économique afin de pouvoir s'engager en politique et d'éviter les tentations.
- Il est important de garder à l'esprit que les pays ont généralement des valeurs différentes. Cependant, les valeurs sont importantes dans la lutte contre la corruption et pour encourager des comportements positifs chez les jeunes. Il est donc fondamental que ces valeurs positives soient enseignées à l'école.
- Au niveau social, il convient de mettre en place des plates-formes de communication et d'échanger des informations. Les jeunes peuvent utiliser des plates-formes musicales et culturelles pour contribuer à la lutte contre la corruption et mobiliser des jeunes à s'engager en tant que citoyens responsables.
- Il est nécessaire de créer des mécanismes permettant d'aider à lutter contre la corruption au sein des partis politiques. Il faut également intégrer au code électoral des cadres qui exigent des niveaux stricts de transparence en matière de financement. Il est important de surveiller les revenus et les dépenses des partis politiques. Les jeunes doivent se soutenir mutuellement afin de ne pas tomber dans les tentations et les pièges des personnes qui cherchent à les utiliser afin de maintenir leurs postes dans la fonction publique.

Groupe de travail 2

Ce groupe a réfléchi à la question « Comment les jeunes politicien(ne)s peuvent-ils tirer parti des technologies pour réduire le coût des élections et améliorer la crédibilité du monde politique ? » et est parvenu aux conclusions suivantes :

- Il faut reconnaître que les technologies ont contribué à réduire les déficits de participation durant les élections et entre celles-ci. Des plates-formes logicielles ont été développées pour permettre aux citoyens de discuter des problèmes relatifs aux élections et ainsi servir d'alerte précoce en ce qui concerne d'éventuelles violences. Des plates-formes logicielles ont aussi été utilisées pour aider les électeurs à s'inscrire pour voter et à savoir où voter. Plus de 25 pays ont également mis en place des systèmes biométriques pour éviter les fraudes électorales.
- Il faut reconnaître que les pays utilisent différentes technologies, à des fins diverses. Au niveau des jeunes, des plates-formes de réseaux sociaux peuvent être utilisées pour mobiliser des fonds, pour retracer des comportements de vote et des processus électoraux, notamment les mouvements d'urnes. Les possibilités sont infinies concernant l'utilisation des technologies ; celles-ci doivent être encouragées. Les jeunes doivent échanger davantage sur les plates-formes et applications logicielles qu'ils ont



développées et sur les possibilités que celles-ci offrent en termes d'organisation de meilleures élections et de lutte contre la corruption.

- Nous devons reconnaître que les technologies ne peuvent pas non plus tout faire. Bien qu'elles soient utiles pour le financement participatif et pour trouver des financements, elles ne peuvent pas remplacer le travail nécessaire pour mobiliser des foules à partir de rien. En tant que jeunes, nous devons repenser la façon dont nous faisons de la politique et nous devons donc établir notre crédibilité au niveau local avec les communautés. Si nous sommes crédibles, les communautés lèveront des fonds en notre faveur et s'assureront que nous sommes élus. Nos efforts doivent aller au-delà de la simple utilisation des réseaux sociaux et d'autres plates-formes.
- Nous devons reconnaître que les technologies peuvent être utilisées durant la totalité du cycle électoral mais aussi sur le long terme. Toute information mise en ligne peut se révéler utile par la suite et fournir une trace de nos actions et de nos efforts. Il est souvent aisé de trouver des informations en ligne, et ces canaux doivent donc être utilisés efficacement en vue de garantir une plus grande transparence et d'accroître la crédibilité.

Groupe de travail 3

Ce groupe a réfléchi à la question « Quelles stratégies les jeunes cadres des partis politiques en Afrique peuvent-ils/elles utiliser pour lutter contre les flux financiers illicites et la captation de l'État à l'échelle des pays et du continent ? », et est parvenu aux conclusions suivantes :

- Nous devons réfléchir à certaines des causes profondes des défis auxquels nous sommes confronté(e)s. Souvent, les gens ne prennent pas conscience que la période coloniale est terminée et qu'ils doivent commencer à assumer les responsabilités de leurs actes. L'UA devrait encourager les gens à reconnaître l'importance de transcender le passé et ainsi de passer à des actions positives qui favorisent une distribution adéquate des ressources.
- Les mouvements illicites de ressources sont souvent encouragés par les hauts responsables au sein du gouvernement et des partis politiques. Pour surmonter cela, nous devons créer une commission indépendante ou des institutions indépendantes qui examineront le financement des partis et des campagnes électorales. Ceci devrait aussi être combiné à une stratégie visant à modifier le processus de sélection des candidats au sein des partis politiques.
- Les jeunes demandent plus d'équité dans leur entrée en politique. Ceci doit s'accompagner d'une plus grande attention accordée au renforcement des capacités politiques des jeunes. Les écoles doivent inculquer de bonnes valeurs afin que les gens comprennent, s'ils s'engagent en politique, que c'est pour servir le peuple et non pour leur enrichissement personnel.
- Nous devons reconnaître que la pauvreté et d'autres problèmes liés aux inégalités sont parmi les causes des flux illicites de ressources. Pour éviter cela, l'UA doit accorder plus d'attention à la médiation des conflits liés à l'utilisation des ressources naturelles. Un bon leadership, assorti d'une vision à long terme, permet souvent d'aider à surmonter des situations difficiles.
- Le problème du financement des partis et de la transparence quant à leurs ressources est très important. Dans l'idéal, il devrait exister un plafond en matière de financement des partis et de ressources à leur disposition pour les campagnes électorales. Il convient également de mettre sur pied un système permettant de retracer

les finances personnelles des individus afin qu'ils n'utilisent pas les ressources de l'État pour leur enrichissement personnel. L'UA devrait promouvoir l'élaboration d'un cadre relatif au financement des partis politiques.

Discussions en séance plénière

Pour approfondir les idées évoquées par les différents groupes, le président a proposé de continuer la discussion sur les points de vue présentés. Les retours d'informations des « personnes ressources » étaient tout particulièrement encouragés, ainsi que ceux des autres participants de la séance de présentation. Les points suivants constituent un résumé des questions soulevées :

- Il est important de réfléchir aux mesures concrètes qui doivent être prises et à la façon dont les jeunes présent(e)s peuvent assumer leurs responsabilités pour leurs actions futures. Plutôt que de se focaliser sur ce que les autres devraient faire, il est nécessaire de se focaliser sur les actions concrètes dans lesquelles les participants eux-mêmes s'investiront à leur retour dans leur pays.
- Nous devons réfléchir à des moyens de modifier l'image de la lutte contre la corruption et donc dépasser les approches plus traditionnelles. Il est important de reconnaître que de nombreuses législations et réglementations sont déjà en place. La plupart du temps, le problème réside dans la mise en œuvre et non dans l'existence d'une législation. Nous disposons de nombreux instruments de l'UA qui ne sont pas appliqués. Nous devons éviter de tout attendre de la part de l'UA et commencer à prendre nos responsabilités.
- Il reste beaucoup à faire en matière de financement des partis. Il faut examiner la question de l'utilisation des fonds publics pour les partis politiques et ainsi fermer certaines portes de corruption menant aux sources de financement privées. Dans l'idéal, les jeunes devraient être en première ligne lorsqu'il s'agit de veiller à la transparence en matière de financement des partis et également de s'assurer que des intérêts privés ne sont pas utilisés dans le but de contrôler l'agenda des partis politiques. Il est important qu'il y ait une séparation entre le parti et l'État.
- Évitions de réinventer la roue. Beaucoup de choses existent déjà et les jeunes doivent utiliser ces mécanismes pour s'investir davantage et de manière plus substantielle. Au niveau de l'UA, nous disposons de la Charte africaine de la jeunesse et d'une convention anticorruption. Elles peuvent être utilisées par les jeunes pour exiger une plus grande responsabilisation. Afin de promouvoir le changement, les jeunes doivent beaucoup lire, aborder les questions soulevées sur la base d'informations fiables et fournir des éléments de preuve tout au long du processus de transformation.
- Il faut rester réaliste quant aux possibilités qui s'offrent à nous. Des attentes irréalistes assorties de difficultés à appliquer des propositions spécifiques se traduisent souvent par des échecs. Nous devons aussi reconnaître qu'il est bien plus facile d'abattre que d'édifier pour l'avenir. La construction d'un parti politique pour l'avenir présente un défi de taille. Les jeunes peuvent travailler ensemble sur le front de la lutte contre la corruption et coopérer en dépassant les lignes partisans. Nous devons réfléchir à la mise en place de réseaux de solidarité transnationaux et transrégionaux dans le but de soutenir les jeunes.

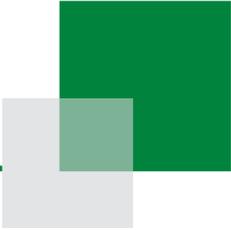


- Il est essentiel de réfléchir à la façon dont les jeunes peuvent contribuer à réformer les partis politiques. Ces derniers sont souvent faibles et leurs sites Internet n'offrent pas beaucoup d'informations. Les jeunes peuvent aider en ce sens en développant des systèmes pour le suivi efficace des performances des élus. Les jeunes doivent également s'assurer qu'ils/elles participent aux processus d'élaboration des politiques au sein des partis. Il convient aussi de noter que l'intégrité se construit dans le temps et que la jeune génération ne doit pas imiter les pratiques de la génération précédente.
- Les jeunes doivent être encouragés à assumer des rôles positifs et encadrés dans ce sens. Cependant, nous ne pouvons pas travailler en présumant que tous les dirigeants politiques sont corrompus. De nombreux dirigeants n'ont jamais été corrompus et nous devons nous inspirer de ces derniers. Ceci est particulièrement vrai pour le groupe des premiers dirigeants post-coloniaux.
- Il est important d'utiliser les plates-formes disponibles pour faire progresser un agenda positif favorable au changement. Les jeunes peuvent utiliser les informations disponibles sur de nombreux sites Internet, notamment sur celui d'IDEA International, pour échanger des informations et s'appuyer sur des documents pour prendre des mesures positives. Il est important de collaborer et d'éviter de travailler de manière cloisonnée. Il faut se souvenir qu'il y a souvent des intérêts très ancrés en politique, qui visent à ce que rien ne change. La réussite passe par des convictions solides et une détermination indéfectible.
- Il est important de se pencher sur la question du financement des campagnes électorales. Les politicien(ne)s sont souvent lié(e)s les uns aux autres, et ils/elles ont recours à des entreprises pour mobiliser des fonds. La corruption a lieu au cours de ce processus et dès le moment où les politicien(ne)s engagé(e)s dans des campagnes commencent à faire des promesses pour l'avenir. L'une des grandes préoccupations réside dans le fait que les partis reçoivent des fonds de l'extérieur, car cela a des conséquences sur la souveraineté en matière de politiques.
- En tant que jeunes, nous devons reconnaître que nous représentons une majorité de la population et que nous pouvons donc créer des groupes de pression afin de combattre la corruption. Nous devons être capables de former des alliances entre jeunes et de collaborer sur les problématiques qui nous concernent tous et toutes. Nous disposons déjà de certaines plates-formes à cette fin et nous devons les renforcer afin de pouvoir travailler en transcendant les lignes idéologiques et partisans.
- En tant que jeunes, nous devons réfléchir à toutes les sources de financement et à la façon dont y accéder afin de nous engager en politique. De plus, il est important de reconnaître qu'il arrive que l'État soit dominé par des groupes ethniques spécifiques et qu'il faut se pencher sur ces questions de manière à garantir une participation plus inclusive.
- Lorsque les jeunes soutiennent certains dirigeants corrompus, cela signifie dans les faits que nous sommes corrompus par association. Les jeunes doivent simplement éviter d'être les fantassins des dirigeants qui ont des intentions de corruption. Nous devons nous organiser d'une manière qui nous permette de démettre les dirigeants corrompus de leur poste.
- Il est très fréquent que nous ayons les politiques nécessaires en place, mais qu'elles ne soient pas appliquées. Nous devons donc participer à l'élaboration de stratégies détaillées de plaidoyer afin de promouvoir la pleine application des législations en vigueur. Ceci revient généralement à combattre les mauvaises pratiques au sein de nos

propres partis. Ces mauvaises pratiques sont parfois le fait de personnes que nous considérons comme étant nos allié(e)s. Ceci suppose que les jeunes doivent rester forts, fidèles à leurs convictions, dans un esprit révolutionnaire.

- Nous devons renforcer notre partenariat avec la société civile dans la lutte contre la corruption. À cette fin, nous devons sensibiliser tous les jeunes et travailler à mettre sur pied des stratégies de plaidoyer plus efficaces. Nous devons aussi nous investir de manière plus qualitative auprès des dirigeants de nos partis politiques et faire pression pour de meilleurs résultats et pour un développement plus inclusif.
- Un système d'échange en ligne entre pays devrait également être mis en place. Au niveau national, nous devons tisser des relations avec nos pairs et ainsi instaurer une culture de coopération positive dans les communautés. Nous devons aussi être capables de nous unir en tant que jeunes sur les questions qui nous concernent directement.

Recommandations



Cette séance a été modérée par M. Ibrahim B. Sanusi, responsable adjoint du Secrétariat de l'AAG. Les recommandations ont été compilées par M. Frank Kayitare. Il a été demandé au rapporteur de la réunion de produire une première version pour discussion.

Présentation du projet de recommandations : M. Frank Kayitare

Le projet de recommandations, et ses révisions, a été lu en séance plénière. Il a été rappelé que ce projet n'était pas structuré selon les questions des trois groupes. M. Kayitare a de plus précisé que les retours d'information devraient porter sur le contenu du projet de recommandation et sur des corrections orthographiques et autres. Il a noté que les documents seraient retravaillés après que les participants y aient apporté leurs contributions. Il a également noté que certaines des questions soulevées avaient pu être fusionnées et que d'autres pouvaient être redondantes. Le projet présenté est joint en Annexe

Discussion

Les points suivants résument les questions soulevées après la présentation du projet de recommandations :

- Il est fortement recommandé d'y inclure le problème de la transparence du leadership. Il convient d'établir un système universel pour la sélection des candidats. Il est important également que les jeunes qui entrent en politique bénéficient d'une éducation civique.
- Il est important de reconnaître qu'il existe différents types de technologies et de plateformes à la disposition des jeunes. Cependant, même avec l'existence de ces dernières, nous devons reconnaître que de nombreuses personnes se fient encore aux médias traditionnels, tels que la radio. Nous devons faire des études de cas sur la façon dont les technologies sont utilisées en politique. Par exemple en ce qui concerne le recours aux réseaux sociaux à des fins de levée de fonds.
- Il est essentiel de mettre l'accent sur les questions juridiques qui entrent dans le cadre de la lutte contre la corruption. Les jeunes doivent collaborer dans le but de veiller à ce que les mesures adéquates soient mises en place pour assurer la transparence et procéder à un audit des finances des personnes au pouvoir.

- Les recommandations doivent être reformulées en mesures pour l'avenir. Les jeunes doivent assumer leurs responsabilités et non se tourner vers d'autres institutions. Il est important de se concentrer sur ce que les jeunes eux-mêmes vont accomplir ensemble ou séparément à leur retour dans leurs pays respectifs.
- Nous avons tendance à faire beaucoup de promesses sur le continent, mais il est fréquent que nous ne les tenions pas. Dans l'idéal, les jeunes devraient s'autoévaluer dans leur propre pays et se baser sur les résultats pour élaborer une stratégie visant à initier un changement au niveau national.
- Dans l'idéal, les recommandations devraient apparaître sous forme d'engagements que tous les participants à la 2nde Université d'Été devraient prendre. Ces recommandations devraient être plus concises et plus claires en ce qui concerne les actions concrètes pour l'avenir. Il serait bon que la question du financement des partis soit examinée et que la transparence soit encouragée par les efforts des jeunes. Les jeunes pourraient aussi collaborer avec les commissions électorales et promouvoir des changements pour résoudre les problèmes de restrictions d'âge, le cas échéant.
- Il convient de noter que les partis politiques ne sont pas considérés comme faisant partie de la société civile. Lorsque nous réfléchissons à la participation des jeunes, nous devons promouvoir la discrimination positive afin que les jeunes puissent entrer au parlement. Nous devons également mobiliser les jeunes en faveur de cette campagne.
- Il est important d'encourager l'esprit de volontariat chez les jeunes. Ces derniers doivent se porter volontaires pour travailler dans les partis politiques et, une fois en poste, promouvoir davantage de transparence. Il est important de dépasser l'idée selon laquelle tout en politique est question d'argent.
- Nous devons penser en termes plus généraux en ce qui concerne l'utilisation des réseaux sociaux. Le monde a changé et nous disposons aujourd'hui de plates-formes plus perfectionnées. Nous pouvons donc utiliser Instagram, YouTube et d'autres réseaux pour chercher à toucher le plus de gens possible. En tant que jeunes, nous pouvons donner des conseils en matière d'utilisation de systèmes en ligne et dégager de plus grands retours sur investissement.
- Nous avons besoin d'une meilleure éducation afin de pouvoir comprendre les canaux sophistiqués de la corruption. Les jeunes doivent pouvoir analyser mieux et plus en détails, et ils doivent davantage s'investir auprès des médias. Les médias permettent de capter l'attention du public.
- Il est important que les jeunes s'assurent qu'ils/elles s'engagent au niveau des communautés. Nous devons être attentifs aux parties prenantes locales et nous assurer que les politiques en place sont dans l'intérêt du peuple.
- Les recommandations doivent être bien plus longues. Nous devons être capables de demander à l'UA d'assumer ses responsabilités. En tant que jeunes, nous sommes en première ligne des luttes et nous devons donc nous engager auprès des gouvernements afin de garantir que des espaces soient ouverts. Nous devons pouvoir nous investir auprès de l'UA afin de demander des comptes à nos pays pour leurs actes.

Pour conclure, M. Sanusi a fait un résumé des problèmes soulevés. Il a rappelé l'importance que les jeunes prennent la tête des mesures requises pour l'avenir. À cet égard, il a précisé qu'il était essentiel de s'investir dans les questions structurelles qui ont un effet sur la participation des jeunes. De plus, il a mis l'accent sur l'importance de mettre sur pied des forums de dialogue entre partis qui serviront de base à l'échange d'informations entre jeunes



dirigeants politiques. Il a aussi souligné qu'il fallait examiner le problème des violences entourant les élections. Il a également exhorté les jeunes à élargir leur compréhension de la politique et à susciter un engagement plus vaste. M. Frank Kayitare a conclu la séance en signalant qu'un ensemble plus concis de recommandations serait produit et envoyé aux participants pour progresser sur ces questions.

Allocutions de clôture



Les allocutions de clôture ont été prononcées par M. Oswald Burasanzwe, secrétaire exécutif du NFPO, et Mme Marie-Laurence Jocelyn Lassègue, ancienne ministre et chargée de programme au Bureau d'Haïti d'IDEA International. En outre, de brefs remerciements ont été délivrés au nom des jeunes participants de la 2nde Université d'Été.

Remerciements au nom des participants

Le représentant des participants à la 2nde Université d'Été annuelle des Jeunes a tout d'abord cité Robert Mangaliso Sobukwe, célèbre dissident politique sud-africain qui a fondé le congrès panafricaniste en opposition au système sud-africain de l'apartheid. Il a souligné que de nombreux jeunes s'inspirent encore de ceux qui ont mené ces batailles. Au travers de cette citation, il a remercié tous les jeunes présents pour leur participation active, qui démontre qu'un avenir meilleur est possible.

Il a également remercié les efforts des organisateurs pour réunir tous ces jeunes et s'engager à leur côté afin d'examiner les problèmes auxquels ils sont confrontés dans leur pays. Il a exprimé sa reconnaissance à tous pour la pertinence des débats et a réitéré l'engagement des participants à assurer le suivi de ces questions une fois de retour dans leur pays. Il s'est montré optimiste quant aux opportunités futures pour présenter des rapports sur les mesures prises par les jeunes une fois rentrés dans leur pays et a souhaité à tous un bon retour.

Outre la contribution du représentant des participants, Mme Abdulmelik a expliqué qu'il y avait eu beaucoup d'interactions sur le compte Twitter #CorruptFreeGeneration (génération sans corruption) et qu'un sondage lancé sur ce compte avait établi que plus de 60 % des répondants pensaient qu'une génération sans corruption était possible. Elle a encouragé les participants à utiliser les réseaux sociaux pour échanger des informations et des expériences positives. Au cours de la séance de clôture, un participant haïtien a chanté une chanson.

Mme Marie-Laurence Jocelyn Lassègue

Dans ses remarques de clôture, Mme Lassègue a encouragé les jeunes à ne pas changer en vieillissant. Ils doivent rester fidèles aux idéaux qui leur sont chers dans leur jeunesse. Nombreux sont ceux, a-t-elle rappelé, qui changent en vieillissant et qui oublient parfois pourquoi ils étaient entrés en politique à l'origine. Elle a particulièrement encouragé les jeunes à ne pas devenir corrompus en faisant l'expérience des réalités du pouvoir. Pour



conclure, elle a souligné l'importance de maintenir l'engagement envers la lutte contre la corruption et de rester intègre.

M. Oswald Burasanzwe

M. Burasanzwe a commencé par remercier tous les participants pour leur présence. Il a rappelé qu'il y avait plus d'une douzaine de pays qui étaient représentés lors de cette 2nde Université d'Été. De plus, il a reconnu l'importance de certaines des recommandations formulées et des engagements qui ont été pris. Il a également encouragé les participants à résister à la tentation de faire prévaloir leur intérêt personnel lorsqu'ils occupent des postes dans la fonction publique et a affirmé qu'il était impératif d'instaurer un ensemble de valeurs minimales applicables à tous.

M. Burasanzwe a, en outre, indiqué qu'il était crucial qu'une réflexion soit menée sur le type de démocratie qui pourrait s'appliquer en Afrique. Il a constaté que certaines des valeurs héritées de la période coloniale n'étaient plus pertinentes dans le contexte africain actuel. À cet égard, il a proposé que l'UA porte haut ces valeurs qui aideront l'Afrique à garantir que les ressources naturelles sont utilisées au bénéfice de ses peuples.

En conclusion, M. Burasanzwe a remercié IDEA International pour son initiative et pour le travail fourni conformément au protocole d'accord avec son organisation. De plus, il a exprimé le souhait d'accueillir la prochaine Université d'Été et a remercié la CUA pour avoir rassemblé l'ensemble des participants au Rwanda. Comme mot de la fin, et pour clore officiellement l'événement, il a remercié le personnel du NFPO pour les efforts fournis et a encouragé les participants à visiter le Rwanda. Il a également souhaité aux participants un bon retour chez eux.

Annexe A : Projet de déclaration d'engagement



Nous, les jeunes dirigeants politiques des partis politiques africains et membres d'organisations de la société civile, participant à la 2nde Université d'Été annuelle des Jeunes, qui se tient à Kigali, au Rwanda, du 6 au 8 juin 2018, nous engageons à ce qui suit :

1. Veiller à instaurer des cadres nationaux et régionaux adéquats, assortis de sanctions appropriées, pour lutter contre la corruption et garantir que les partis politiques rendent des comptes, soient transparents et responsables en matière d'utilisation des ressources.
2. Rester en première ligne pour encourager la représentation et la participation des jeunes, et en particulier des femmes, en politique et garantir que des espaces appropriés existent pour dénoncer des faits de corruption et en porter les preuves à l'attention du public.
3. Plaider en faveur de la création et du fonctionnement de commissions et d'agences indépendantes pour lutter contre la corruption, s'assurer que les intérêts soient correctement déclarés et qu'il y ait un suivi complet du statut financier des représentants du peuple.
4. Donner aux jeunes davantage de moyens pour faciliter leur entrée en politique et soutenir leur réussite, en nous assurant qu'ils/elles demeurent extérieur(e)s à l'influence des finances illicites et du népotisme en politique.
5. Promouvoir des valeurs individuelles et collectives qui sont fondamentales pour l'instauration de pratiques politiques appropriées dans toutes nos activités et institutions éducatives.
6. Utiliser nos activités sociales, notamment les initiatives culturelles, sportives et de loisirs, pour mobiliser les populations dans la lutte contre la corruption et garantir que les jeunes deviennent des citoyens actifs.
7. Utiliser toutes les formes de médias et les nouvelles plates-formes logicielles pour empêcher la fraude électorale, faciliter la mobilisation des électeurs et suivre les processus et pratiques en matière électorale.



8. Veiller à établir notre crédibilité en nous engageant directement auprès des communautés et en nous assurant que leur soutien constitue la base de notre engagement dans les postes de la fonction publique.
9. Promouvoir l'éducation politique et la reconnaissance du rôle des institutions publiques afin d'élaborer des formes de gouvernance démocratique approfondies et plus appropriées.
10. Veiller à garantir que les partis politiques fonctionnent de manière optimale et sont soumis à des exigences strictes en matière de transparence et de conduite déontologique.
11. Mettre en place des structures de jeunes qui sont indépendantes, distinctes des structures étatiques, et qui ne peuvent être utilisées à des fins illicites.
12. Coopérer en ce qui concerne les efforts visant à créer des plates-formes multipartites visant à mobiliser les jeunes dans la lutte contre la corruption et à améliorer la politique dans nos pays.

Annexe B : Projet de recommandations de l'Université d'Été



La 2nde Université d'Été annuelle des Jeunes s'est tenue à Kigali, au Rwanda, du 6 au 8 juin 2018. Un dialogue approfondi s'est tenu entre les jeunes dirigeants de partis politiques et d'organisations de la société civile d'un certain nombre de pays africains. Ce dialogue a servi à établir un ensemble de recommandations en matière de participation politique des jeunes eu égard aux phénomènes de corruption et de flux illicites de ressources financières. Afin d'établir un ensemble clair de recommandations concrètes, les participants se sont inspirés des contributions d'orientation et des discussions qui se sont déroulées sur les trois séances ciblées de présentations et de dialogue. Les séances étaient les suivantes :

1. La corruption politique et le coût des élections comme obstacles et dilemmes éthiques à la participation des jeunes dans les pays africains.
2. L'engagement démocratique sur les plates-formes technologiques : micro-ciblage, réseaux sociaux et corruption politique en Afrique.
3. Argent, corruption et captation de l'État : effet des flux financiers illicites sur la participation des jeunes en Afrique.

Chaque séance a bénéficié de contributions d'orientation de fond de haut niveau, suivies de délibérations détaillées sur chacun des sujets de la part des jeunes leaders et de tous les participants. Ces derniers ont ensuite participé à des discussions dans différents groupes sur les questions suivantes :

1. Que peuvent faire les jeunes cadres des partis politiques en Afrique pour éradiquer la corruption au sein des partis politiques africains ?
2. Comment les jeunes politicien(ne)s peuvent-ils tirer parti des technologies pour réduire le coût des élections et améliorer la crédibilité du monde politique ?
3. Quelles stratégies les jeunes cadres des partis politiques en Afrique peuvent-ils utiliser pour lutter contre les flux financiers illicites et la captation de l'État à l'échelle des pays et du continent ?



Les présentations, discussions et délibérations spécifiques des groupes se sont déroulées dans l'idée que l'échange de points de vue servirait à documenter leurs actions individuelles, les initiatives des partis politiques, les efforts spécifiques des pays et le travail des organisations à l'échelle des régions et du continent. Les recommandations spécifiques sont résumées ci-dessous :

1. Il est impératif de reconnaître l'importance de disposer de cadres juridiques appropriés pour lutter contre la corruption et garantir que les partis politiques rendent des comptes et qu'ils sont responsables pour les ressources de campagne et autres ressources utilisées. Ces cadres, aux niveaux national et régional, doivent servir à garantir que les sanctions appropriées sont appliquées lorsque leur mise en œuvre fait défaut.
2. La représentation et la participation des jeunes femmes en politique est cruciale pour le bien-être de la société. Les jeunes peuvent être à l'avant-garde en ce qui concerne la dénonciation de faits de corruption dans l'espace public. Il faut consolider les activités de plaidoyer pour faciliter le changement. À cette fin, un plus grand nombre de plateformes collectives de jeunes doivent être créées.
3. La création et le fonctionnement de commissions et d'agences indépendantes sont cruciales dans la lutte contre la corruption. Ces organes contribueraient à s'assurer qu'il existe une réelle déclaration d'intérêts et un suivi complet du statut financier des représentants du peuple avant, pendant et après qu'ils/elles ont occupé un poste dans la fonction publique.
4. La situation financière des jeunes qui entrent en politique doit être prise en compte dans le sens où ils/elles doivent être soutenu(e)s afin de rester hors de l'emprise de l'argent en politique. Les jeunes doivent également demeurer à l'écart du népotisme et donc trouver des moyens d'obtenir des ressources de campagne au travers du financement participatif, entre autres, et en rendant des comptes directement aux communautés.
5. Les valeurs individuelles et collectives sont fondamentales pour mettre en place des pratiques politiques appropriées et ainsi éviter la corruption. Ces valeurs doivent être inculquées tôt et intégrées à l'enseignement que reçoivent les jeunes dans les systèmes scolaires.
6. Les activités sociales des jeunes sont l'occasion de promouvoir l'éducation et la mobilisation politiques. À cette fin, les initiatives culturelles, sportives et de loisirs doivent être utilisées de sorte à impliquer la population dans la lutte contre la corruption et à s'assurer que les jeunes deviennent des citoyens actifs.
7. L'importance et l'utilisation des technologies pour changer les choses doivent être reconnues, et les expériences positives dans les pays doivent être échangées afin d'être reproduites dans des contextes plus larges. Les réseaux sociaux et nouvelles plateformes logicielles facilitent la mobilisation, l'éducation et l'inscription des électeurs, le suivi des pratiques et processus électoraux, et l'examen des comportements de vote et autres tendances associées. Les technologies permettent aux jeunes d'être en première ligne en ce qui concerne la lutte contre la fraude électorale.
8. La crédibilité des représentants politiques, en particulier des jeunes, est fondamentale pour édifier des systèmes qui ne sont pas corruptibles. Cela prend du temps d'établir la crédibilité et cela nécessite que les jeunes mobilisent des financements directement

de la part des communautés et donc qu'ils rendent des comptes à ces derniers afin d'éviter les pratiques népotiques associées aux partis politiques.

9. Pour mettre un terme à la corruption et à la mauvaise utilisation des ressources de l'État, nous devons nous assurer qu'il existe une compréhension commune du rôle des institutions publiques et du besoin d'exercer une gouvernance responsable. Les jeunes doivent être en première ligne lorsqu'il s'agit de garantir l'existence d'espaces démocratiques et de s'assurer que les institutions fonctionnent comme prévu, mais aussi que la gouvernance de l'UA et des instruments anticorruption sont mis en place au niveau local.
10. Les jeunes et les institutions électorales concernées doivent faire preuve d'une plus grande responsabilité à l'égard du financement des partis politiques et de leurs opérations internes. La transparence peut se construire avec le temps et les jeunes peuvent y contribuer en améliorant les sites Internet des partis politiques et en s'assurant qu'ils sont plus transparents dans la façon dont les ressources sont obtenues et utilisées.
11. Il faut accorder une plus grande attention à l'autonomisation et au développement des jeunes en politique. La construction d'approches idéologiques et d'une conscience politique générale prend du temps, et les jeunes doivent en tenir compte et utiliser les médias existants pour approfondir leur éducation politique. Il est aussi particulièrement important que les jeunes s'engagent dans les débats au sein des partis sur les questions de politique économique et autres.
12. L'idée de changer l'image de la manière dont la politique se déroule est importante et cruciale pour faire évoluer l'approche générale et les modalités plus traditionnelles de mobilisation politique. Au centre de la nouvelle approche, il doit y avoir la volonté d'assumer ses responsabilités et d'exercer un contrôle sans se reposer sur l'UA ou faire porter le fardeau à l'UA ou à d'autres institutions. Les jeunes doivent lire et s'engager dans les débats plus vastes qui se déroulent sur le continent.
13. Dans le cadre de la réflexion en cours sur la participation des jeunes, il est indispensable de comprendre le rôle traditionnel et l'importance des formations de jeunes liées aux partis politiques. Les jeunes doivent mettre en place des structures indépendantes qui ne peuvent être utilisées à des fins illicites. Ils doivent également s'assurer que la séparation entre l'État et le parti est nette et que les partis politiques ne sont pas financés par des sources de financement illégales.
14. La mise en place de plates-formes pluripartites pour mobiliser les jeunes peut être particulièrement efficace dans la lutte contre la corruption. À cette fin, les jeunes doivent être réalistes et établir des liens avec les structures existantes de manière à garantir que les changements sont durables. La construction de réseaux de solidarité transfrontaliers et transrégionaux peut permettre de sécuriser des sources de financement et garantir la réussite des efforts collectifs.
15. La participation des jeunes en politique et dans la lutte contre la corruption et les flux financiers illicites nécessite à la fois du courage et de l'intégrité. Or, cela prend du temps car il s'agit d'un véritable processus. Les jeunes peuvent grandement bénéficier de l'élaboration de plates-formes communes dans les pays, dans les régions et partout sur le continent.

En conclusion, les jeunes leaders ont remercié l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA International), le Département des Affaires politiques (DAP) de



la Commission de l'Union africaine (CUA) et le Forum consultatif national des organisations politiques au Rwanda (NFPO) pour avoir organisé l'Université d'Été et pour leurs efforts maintenus dans le sens du soutien à la participation et au militantisme des jeunes. Les participants à la 2nde Université d'Été ont ensuite remercié le Gouvernement et le peuple du Rwanda pour l'aimable hospitalité accordée à tous et pour tous les efforts déployés afin de faciliter la réussite de cette 2nde Université d'Été.

Annexe C : Projet de programme

Première journée : 6 juin 2018

Horaire	Points de l'ordre du jour	Modérateur(-trice)/ Responsable
9 h 00 - 9 h 30	Arrivée et Enregistrement des Participants	Mme Dagmawit Meried et personnel administratif du Forum consultatif national des organisations politiques au Rwanda (NFPO)
9 h 30 - 10 h 30	Allocutions de bienvenue et d'ouverture	Modératrice : Mme Madeleine Mukamabano, journaliste émérite Allocutions prononcées par : L'Honorable Mukamana Elisabeth, députée, porte-parole du NFPO Dr Khabele Matlosa, directeur des Affaires politiques à la Commission de l'Union africaine (CUA) Pr. Adebayo Olukoshi, directeur régional pour l'Afrique et l'Asie de l'Ouest d'IDEA International
10 h 30 - 10 h 45	Séance de cours introductif	Dr Obiageli Ezekwesili, ancienne ministre de l'Éducation et ministre des Ressources minérales solides du Nigéria ; ancienne vice-présidente de la Banque mondiale ; cofondatrice de Transparency International
10 h 45 - 11 h 00	Photo de groupe et pause-café / thé	Mme Wahida Oum Samate / Mme Dagmawit Meried
11 h 00 - 11 h 15	Présentations des participants et formulation des attentes	M. Frank Kayitare, chargé de programme à IDEA International M. Hamza Amor, chargé de programme adjoint à IDEA International
11 h 15 - 12 h 45	« La corruption politique et le coût des élections comme obstacles et dilemmes éthiques à la participation des jeunes dans les pays africains »	Modérateur : Pr. Anastase Shyaka, président-directeur général (PDG) du Conseil de gouvernance du Rwanda (RGB) Présentateur : M. Brian T. Kagoro, directeur d'UHAI Africa Group Intervenants : Dr Otive Igbuzor, directeur du Centre for Leadership, Strategy and Development (Centre LSD) à Abuja, au Nigéria Dr Emmily Koiti, Soudan du Sud Présentation suivie de discussions en séance plénière
12 h 45 - 14 h 00	PAUSE DÉJEUNER	



Horaire	Points de l'ordre du jour	Modérateur(-trice)/ Responsable
14 h 00 - 15 h 45	« L'engagement démocratique sur les plates-formes technologiques : micro-ciblage, réseaux sociaux et corruption politique en Afrique »	Modératrice : Mme Marie-Laurence Jocelyn Lassègue, ancienne ministre, chargée de programme au Bureau d'Haiti d'IDEA International Présentateur : M. Christian Kakoba, Community Lead chez BitHub Africa Intervenants : M. Boniface Mwangi, Kenya Mme Nebila Abdulmelik, experte en communication, Éthiopie Présentation suivie de discussions en séance plénière
15 h 45 - 16 h 00	PAUSE-CAFÉ / THÉ	
16 h 00 - 17 h 45	« Argent, corruption et captation de l'État : effet des flux financiers illicites sur la participation des jeunes en Afrique »	Modérateur : M. Njoya Tikum, responsable régional du Programme des Volontaires des Nations Unies (VNU), Nairobi, Kenya Présentatrice : Pr. Thulisile Nomkhosi Madonsela, ancienne médiatrice de l'Afrique du Sud Intervenants : Mme Chantal Uwimana, ancienne directrice de la région Afrique chez Transparency International M. Apollinaire Mupiganyi, secrétaire exécutif de Transparency International – section rwandaise Présentation suivie de discussions en séance plénière
19 h 00 - 21 h 00	DÎNER DE LA CONFÉRENCE	IDEA International

Deuxième journée : 7 juin 2018

Horaire	Points de l'ordre du jour	Modérateur(-trice)/ Responsable
9 h 30 - 11 h 00	Trois groupes de travail sur le thème : « Comment atténuer l'effet des tendances émergentes de l'argent en politique et de la participation des jeunes ? »	Modérateurs : M. Frank Kayitare, chargé de programme à IDEA International (Groupe de travail 1) Mme Sharon Ndlovu, chargée de programme au Département des Affaires politiques de la CUA (Groupe de travail 2) M. Jijuka Zephyrin, coordinateur de programme pour le NFPO (Groupe de travail 3)
11 h 00 - 11 h 15	PAUSE-CAFÉ / THÉ	
11 h 15 - 12 h 45	Présentation des rapports par les groupes	Modérateur : M. Idrissa Kamara, chargé de programme au DAP de la CUA
12 h 45 - 14 h 00	PAUSE DÉJEUNER	
14 h 00 - 16 h 00	Visite guidée du Mémorial de Kigali dédié aux victimes du génocide	NFPO
19 h 00 - 21 h 00	Manifestation culturelle	NFPO

Troisième journée : 8 juin 2018

Horaire	Points de l'ordre du jour	Modérateur(-trice)/ Responsable
9 h 00 - 10 h 00	Formulation des recommandations	Modérateur : M. Ibrahim B. Sanusi, responsable adjoint du Secrétariat de l'AAG
10 h 00 - 11 h 00	Cérémonie de clôture officielle	Modérateur : IDEA International / NFPO Allocutions de clôture : M. Oswald Burasanzwe, secrétaire exécutif du NFPO Dr Khabele Matlosa, directeur des Affaires politiques à la CUA Mme Marie-Laurence Jocelyn Lassègue, ancienne ministre, chargée de programme au Bureau d'Haïti d'IDEA International
11 h 00 - 11 h 30	Visite de courtoisie au siège du NFPO	NFPO
11 h 30 - 16 h 15	Excursion au lac Muhazi (Province de l'Est)	NFPO/IDEA International

Annexe D : Note conceptuelle



Introduction

Après la réussite de la première Université d'Été destinée aux jeunes cadres des partis politiques en Afrique, organisée en mai 2017, le Programme Afrique et Asie de l'Ouest de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA International) et le Département des Affaires politiques (DAP) de la Commission de l'Union africaine (CUA), en collaboration avec le Forum consultatif national des organisations politiques au Rwanda (NFPO) et avec le soutien de l'Agence norvégienne de coopération pour le développement, organisent la 2nde Université d'Été annuelle des Jeunes du 6 au 9 juin 2018 à Kigali, au Rwanda, autour du thème : « La participation des jeunes aux processus politiques : tendances émergentes des aspects néfastes de l'argent en politique ».

Contexte

L'Afrique est un continent de jeunes. En 2015, sur une population totale de près de 1,2 milliard d'habitants, on estimait que 541 millions (45,1 %) de personnes avaient moins de 18 ans, auxquelles viennent s'ajouter 458 millions (38,2 %) de personnes âgées de 18 à 45 ans. La tranche des 15 à 35 ans constitue le tiers de la population africaine. En 2050, la moitié de la population du continent aura moins de 25 ans. Entre 2015 et 2050, la jeunesse africaine va presque doubler (Mo Ibrahim Foundation 2017). Cependant, la participation des jeunes aux activités visant à influencer le choix et les décisions des membres du gouvernement – comme le vote aux élections –, ainsi que les modes d'engagement plus informels – comme rencontrer des membres de la communauté, contacter des représentants politiques ou participer à des actions collectives –, reste limitée dans tous les pays d'Afrique. Si les jeunes hommes trouvent qu'il est compliqué de participer aux activités politiques, les jeunes femmes, quant à elles, sont confrontées non seulement à de multiples obstacles mais aussi à des pratiques et attitudes discriminatoires qui font de la politique une arène hostile, qu'il est souvent préférable d'éviter.

Les jeunes des pays d'Afrique ne sont pas seulement la principale composante démographique du continent ; ils représentent également la plus grande partie des citoyens africains et ont par conséquent des attentes et exigences vis-à-vis de la participation politique qui doivent être prises en compte pour s'assurer que le contrat social entre les citoyens et les pouvoirs de l'État correspond à la demande et à l'offre, et permet une participation et une appropriation citoyennes appropriées (Frazer 2018).

Le potentiel des jeunes en termes de participation politique n'est donc pas pleinement exploité en Afrique. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette situation : le patrimonialisme, le cynisme à l'égard de la politique et des partis politiques, la méfiance envers les institutions et les processus électoraux, la sous-représentation au sein du gouvernement et des partis politiques, le favoritisme et le manque de ressources financières, les limites d'âge imposées par le code électoral et les différences intergénérationnelles, outre la corruption et les aspects néfastes de l'argent en politique.

Certaines tendances émergentes des aspects néfastes de l'argent en politique n'ont pas encore été examinées et documentées par et pour les jeunes. Ce sont, notamment, l'utilisation du micro-ciblage et des réseaux sociaux dans le but d'influencer les préférences politiques et en guise de catalyseur de la corruption politique, comme démontré par Cambridge Analytica Ltd au Kenya et au Nigéria ; et l'utilisation de sources de financement provenant de flux financiers illicites pour promouvoir la participation politique des jeunes dans plusieurs pays comme le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale, la Guinée-Bissau, le Mali, le Nigéria, la République démocratique du Congo (RDC), le Sénégal, la Sierra Leone et la Tunisie (OCDE 2018). Ces tendances émergentes sont très spécifiques dans la mesure où elles donnent une nouvelle dynamique à la définition de la corruption politique et de la corruption financière, mais aussi de l'immoralité et de la légalité. Dans tous les cas, elles peuvent expliquer pourquoi bon nombre de jeunes dans les pays d'Afrique font de moins en moins confiance aux politiciens et à la politique.

La corruption politique correspond ici à l'utilisation d'outils spécifiques, comme le micro-ciblage et les réseaux sociaux, dans un intérêt général et/ou personnel illégitime. Il est important de noter que cette utilisation est parfois parfaitement légale. Selon le Chr. Michelsen Institute, les formes de corruption politique varient (voir par exemple Amundsen 1999) et comprennent le trafic d'influence sur les préférences électorales et politiques, le chantage politique, le chauvinisme et le favoritisme.

La corruption financière en politique est courante, car la politique et la démocratie ont un coût. Ainsi, lorsque le coût de la politique et des élections devient si élevé que l'investissement dont les candidats et leurs soutiens ont besoin pour s'assurer d'être élus dépasse les moyens de la grande majorité des citoyens, les craintes relatives à la corruption, à l'exclusion du processus politique et à la détérioration de la démocratie s'en trouvent accrues. Selon la Westminster Foundation for Democracy (WFD), « de nombreuses personnes, y compris des femmes et des jeunes, sont exclues dès le départ simplement parce qu'elles n'arrivent pas à lever les fonds importants requis, ce qui ne favorise pas une législature diversifiée, représentative de tous les segments de la population. Il s'ensuit une aliénation de certaines franges de la population qui ne sont pas suffisamment représentées au parlement » (Wardle 2017, p. 11). Lorsque les candidats aux élections ne sont pas assez riches pour s'autofinancer, ils doivent soit consentir d'importants sacrifices financiers personnels pour recueillir les fonds nécessaires, soit compter sur des bailleurs fortunés qui attendent quelque chose en retour, ce qui alimente une culture de corruption.

L'élément nouveau réside dans le fait que les acteurs politiques – principalement des jeunes – choisissent délibérément d'utiliser de l'argent sale provenant de flux financiers illicites pour financer leurs activités politiques et/ou accéder à des fonctions publiques, mais aussi exercer une plus grande influence sur la gestion des affaires de l'État. Ces acteurs ont généralement des relations hors des frontières de leurs pays et profitent des faiblesses des institutions pour instaurer un système politique et économique parallèle transnational qui constitue une nouvelle menace sérieuse pour la consolidation du processus de démocratisation dans les pays d'Afrique.

Si des changements importants ne sont pas opérés à ces niveaux, la participation des jeunes aux processus politiques et la consolidation de la démocratisation dans les pays d'Afrique ne seront jamais réalisés. L'absence de changements concrets aura des répercussions importantes



sur la transformation et la pacification du continent, sa gouvernance et la consolidation effective de son processus de gouvernance démocratique.

Compte tenu de cela, le Programme Afrique et Asie de l'Ouest d'IDEA International et le DAP de la CUA, en collaboration avec le NFPO et avec le soutien de l'Agence norvégienne de coopération pour le développement, organisent la 2^{nde} Université d'Été annuelle des Jeunes du 6 au 9 juin 2018 à Kigali, au Rwanda, autour du thème : « La participation des jeunes aux processus politiques : tendances émergentes des aspects néfastes de l'argent en politique ». Ce thème a été choisi en adéquation avec le thème de l'UA pour 2018, à savoir : « Vaincre la corruption : une voie durable pour la transformation de l'Afrique ». La 2^{nde} Université d'Été annuelle des Jeunes fait donc partie des contributions du DAP et de ses partenaires à la mise en œuvre du thème de l'UA pour 2018. Le thème de la 2^{nde} Université d'Été annuelle des Jeunes s'inscrit également dans le cadre des travaux d'IDEA sur le rôle de l'argent dans la politique.

Objectifs

L'objectif de l'Université d'Été annuelle est de sensibiliser davantage les participants aux questions de société qui entravent la participation politique et la représentation des jeunes dans les pays africains et de favoriser ainsi un changement de comportement des participants conformément aux prescriptions de l'article 3 de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance et en application des principes du cadre panafricain pour la diplomatie préventive structurelle de l'UA. L'Université d'Été annuelle est donc un outil persuasif et de soutien pour améliorer la participation des jeunes dans les pays africains.

La 2^{nde} Université d'Été annuelle des Jeunes a pour but d'offrir aux jeunes cadres des partis politiques en Afrique l'occasion de réfléchir, de discuter et de partager les expériences et l'effet des tendances émergentes des aspects néfastes de l'argent en politique sur la participation des jeunes à la vie politique. Elle servira également de plate-forme prospective qui formulera des recommandations réalistes sur les moyens de relever ces nouveaux défis pour améliorer la participation des jeunes – d'abord et avant tout au sein des partis politiques.

Les objectifs spécifiques du forum sont les suivants :

1. Offrir aux jeunes cadres des partis politiques en Afrique une plate-forme leur permettant de réfléchir aux défis émergents liés à l'effet néfaste de l'argent en politique qui entravent la participation politique effective des jeunes en Afrique.
2. Identifier et discuter des stratégies permettant d'atténuer ces défis qui peuvent être soumises aux organes de décision des partis politiques et à d'autres parties prenantes impliquées dans la lutte contre ces nouvelles tendances – y compris aux organismes de gestion des élections (OGE) et à ceux qui traitent de criminalité financière.
3. Explorer le rôle que peuvent jouer le DAP de la CUA et ses partenaires aux niveaux national et régional pour surmonter ces nouveaux défis et renforcer la participation politique des jeunes.

Résultats attendus

La 2nde Université d'Été annuelle des Jeunes devrait formuler des recommandations pratiques qui vont :

1. Contribuer à l'élaboration de programmes aux niveaux national, régional et continental, qui favorisent la participation des jeunes tout en s'attaquant au rôle néfaste de l'argent en politique ;
2. renforcer les efforts déployés par les branches Jeunesse des partis politiques et d'autres acteurs électoraux en faveur d'une participation significative des jeunes sans recours à la corruption ;
3. améliorer les connaissances et les compétences des jeunes cadres sur la participation politique en partageant les expériences et les bonnes pratiques mises en œuvre à l'échelle du continent en matière de participation des jeunes sans recours à la corruption.

Méthodologie

La 2nde Université d'Été annuelle des Jeunes se déroulera sur trois (3) jours. Une approche participative sera adoptée avec diverses séances thématiques et des présentations animées suivies de discussions en séance plénière. Les participants partageront des expériences et des études de cas comparatives aux niveaux national, régional et continental sur les tendances émergentes des aspects néfastes de l'argent en politique. Un document d'information étayera les débats durant l'Université d'Été et un document d'orientation sera élaboré sur ses conclusions et recommandations.

Les présentations se feront sous forme de panels et les intervenants prépareront à l'avance un document sur chaque sous-thème. Dans la mesure du possible, chaque panel sera composé d'un(e) politicien(ne), d'un(e) chercheur et d'un(e) universitaire et comprendra une étude de cas et des discussions de groupe.

Profil des participants

Les participants à la 2nde Université d'Été seront issus des branches Jeunesse des partis politiques de quelques pays africains identifiés au préalable, à savoir : l'Afrique du Sud, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Liban, le Mali, le Mozambique, le Rwanda, la Tunisie, le Soudan du Sud, le Zimbabwe, ainsi que des pairs provenant d'Haïti. Haïti, en sa qualité d'observateur auprès de l'UA, sera inclus dans le cadre de la coopération Sud-Sud et des échanges entre pairs.

Chacun de ces pays a des expériences à partager selon différents points de vue, que ce soit par rapport à la situation politique passée ou actuelle, au sujet des tendances émergentes des aspects néfastes de l'argent en politique. Trois critères supplémentaires ont été utilisés pour sélectionner les participants : (i) l'appartenance aux organes de décision d'un parti politique dans le pays ; (ii) le critère genre afin de garantir une représentation équilibrée des sexes ; et (iii) la trajectoire sociopolitique personnelle du jeune cadre. À l'exception du pays hôte, le Rwanda, qui aura deux (2) représentants pour chacun des onze (11) partis politiques officiellement reconnus et membres du NFPO, tous les autres pays auront deux (2) délégués représentant le parti au pouvoir et le principal parti de l'opposition. Il est essentiel d'impliquer des représentants des partis au pouvoir et des partis de l'opposition.



Outre les jeunes cadres issus de différents partis politiques, des dirigeants de partis rwandais seront également invités à assister aux séances d'ouverture et de clôture. Dans le cadre du partage d'expériences et des discussions et débats plus approfondis, d'autres partenaires nationaux et internationaux seront invités, à savoir le ministère de la Jeunesse du Rwanda (MINIYOUTH), le Conseil national de la jeunesse du Rwanda, le Conseil de la gouvernance du Rwanda (Rwanda Governance Board, RGB), le secrétariat du Conseil consultatif de l'UA sur la corruption (CCUAC), des personnes-ressources de haut niveau, etc.

Langues de travail

L'Université d'Été se déroulera en anglais et en français.

Coordonnées

Pour de plus amples informations sur la 2nde Université d'Été, veuillez contacter : Mme Dagmawit Meried, agent administrative, IDEA International ; Mme Wahida Oum Samate, assistante administrative, DAP/CUA ; Mme Sharon Ndlovu, chargée de programme DAP/CUA où M. Jijuka Zephyrin, coordinateur de programme, NFPO.

Références bibliographiques

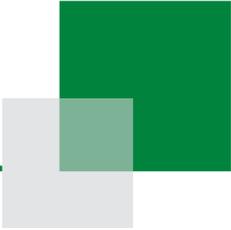
- Amundsen, I., « Political Corruption: An Introduction to the Issues » [La corruption politique : une introduction aux problèmes], Chr. Michelsen Institute Working Paper 1999/7, <<https://www.cmi.no/publications/file/1040-political-corruption.pdf>>, consulté le 7 septembre 2018
- Frazer, J., « African public service: the risk of failing the youth » [La fonction publique en Afrique: le risque de faillir aux jeunes] Mo Ibrahim Foundation, 11 avril 2018, <<http://mo.ibrahim.foundation/news/2018/african-public-service-risk-failing-youth/>>, consulté le 7 septembre 2018
- Mo Ibrahim Foundation, *Africa at a Tipping Point: 2017 Forum Report* [L'Afrique à un tournant: Rapport du Forum 2017], <<http://mo.ibrahim.foundation/forum/downloads>>, consulté le 7 septembre 2018
- L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), *Flux financiers illicites : L'économie du commerce illicite en Afrique de l'Ouest*, 2018, <<https://doi.org/10.1787/9789264285095-fr>>, consulté le 7 septembre 2018
- Wardle, P., *Cost of Politics Synthesis Report* [Rapport de synthèse sur le coût de la politique], London, Westminster Foundation for Democracy, 2017, <<https://www.wfd.org/2017/08/26/cost-politics-synthesis-report/>>, consulté le 7 septembre 2018

Annexe E : Liste des participants

Pays/ Organisation	Nom
Afrique du Sud	Mme Zinhe Happiness Biyela M. Brian Kagoro M. Salim Latib Pr. Thulisile Nomkhosi Madonsela Mme Belinda Moses M. Masonwabe Nqawe M. Yongama Ludwe Zigebe
Bénin	Mme Marlyse Hougbedji M. Lazard Hounsa
Burkina Faso	M. Youlouka Damiba
Cameroun	Mme Alvine Henriette Assembe Ndi M. Ataubo Buriya Unuase
Côte d'Ivoire	M. Éric Abrogoua Mme Marie-France Kouakou Sidjé Akissi
Éthiopie	Mme Nebila Abdulmelik
France	Mme Fazila Da Hall M. Juan Gomez M. Richard Riffonneau Mme Chantal Uwimana
Haïti	Mme Ariette Jean Louis M. Joseph Widdy Mme Marie-Laurence Jocelyn Lassègue Mme Gabriel Manoucheka M. Mathias Pierre Mme Pascale Nadia Cantave
Kenya	Pr. PLO Lumumba M. Boniface Mwangi M. Albashir Mohamed Nur M. Benson Musungu M. Njoya Tikum Mme Ruth Cicily Wawira
Mozambique	Dr Adriano Nuvunga
Nigéria	Dr Obiageli Ezekwesili Dr Otive Igbuzor

Pays/ Organisation	Nom
Ouganda	Mme Phoebe Namulindwa M. Paul Ssembajwe
Rwanda	Mme Virginie Akimanizanye M. Jean d'Amour Akubukaka M. Oswald Burasanzwe (secrétaire exécutif) M. Patrick Cyusa Kinyange M. Delmy Fazil Harerimana M. Ignace Hategekimana M. Thierry Hirwa Mme Neema Eugénie Ingabire Mme Yvonne Ishimwe M. Zephyrin Jijuka (coordinateur de programme) Mme Malkia Kazimbaya Igihozo Mme Madeleine Mukamabano Mme Prisca Mukahirwa L'Honorable Mukamana Elisabeth (porte-parole) Mme Germaine Mukansanga (responsable du suivi et de l'évaluation) M. Emile Munyemana M. Jean Paul Ngarambe (responsable des sciences de l'information et des communications) M. Emmanuel Ntwari Mme Scholastique Nyiramajyambere M. Jean Chrysostome Rindiro M. Justin Rutikanga M. Jean de Dieu Safari Pr. Anastase Shyaka M. Fabien Sindayiheba (directeur des communications et des travaux des comités) Mme Doreen Tumuhirwe Mme Elyse Twizerimana Mme Christine Umutoni Bucura Mme Joyeuse Umutoni Mme Hyacinthe Uwimana Mme Grace Uwurukundo M. Jean Marie Vianney Zigurumugabe (responsable des achats)
Soudan du Sud	Dr Emmily Koiti
Tunisie	Mme Emna Dridi
Zambie	M. Gerald Chiluba Mme Tinashe Mazala
Zimbabwe	Mme Chioniso Murinda
IDEA International	M. Hamza Amor Dr Maurice Engueleguele M. Frank Kayitare Mme Dagmawit Meried Mme Sharon Ndlovu (IDEA International / DAP de la CUA) Pr. Adebayo Olukoshi Mme Wahida Oum Samate
Commission de l'Union africaine, Département des Affaires politiques	M. Idrissa Kamara Dr Khabele Matlosa M. Ibraheem B. Sanusi

À propos des organisations



Département des affaires politiques de l'Union africaine

Le Département des affaires politiques de l'Union africaine est responsable de la promotion, de la facilitation, de la coordination et de l'encouragement des principes démocratiques et de l'état de droit, du respect des droits de l'homme, de la participation de la société civile au processus de développement du continent et de l'élaboration de solutions durables de résolution des crises humanitaires.

Les principales fonctions du département comprennent la promotion des valeurs communes de l'UA; la coordination des missions d'observation de l'UA et de suivi des élections; l'apport d'un soutien technique aux organismes électoraux; la coordination de la mise en œuvre de l'Architecture africaine de la gouvernance et de sa plate-forme; et la mise en œuvre de solutions durables aux crises humanitaires et politiques, y compris par le biais de la diplomatie préventive.

<<https://au.int/pa>>

Forum consultatif national des organisations politiques (NFPO)

Le Forum consultatif national des organisations politiques (NFPO) est une entité constitutionnelle officiellement reconnue en tant que: Plate-forme de dialogue politique sur les problèmes du pays et les politiques nationales, à travers la promotion de la recherche d'un consensus et de la cohésion nationale. Il s'agit également d'un cadre permanent pour le renforcement des capacités dans le développement d'activités politiques et de la fourniture de services politiques, d'un cadre de médiation des conflits et de la promotion du code de conduite qui devrait caractériser les dirigeants politiques au Rwanda.

<<http://forumfp.org.rw>>



IDEA International

L'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA International) est une organisation intergouvernementale dont la mission est de promouvoir la démocratie dans le monde, laquelle est à la fois une aspiration humaine universelle et un moteur du développement durable. Pour ce faire, nous contribuons à la mise en place, au renforcement et à la protection d'institutions et processus politiques démocratiques à tous les niveaux. Notre vision est celle d'un monde dans lequel les processus, acteurs et institutions démocratiques sont non seulement inclusifs et responsables, mais suscitent également un développement durable qui bénéficie à tous.

Nos activités se concentrent sur trois grands domaines d'influence: les processus électoraux, les processus d'élaboration de la constitution, ainsi que la participation et la représentation politiques. L'égalité des sexes et l'inclusion, la sensibilisation au conflit et le développement durable sont autant de questions qui sont intégrées à l'ensemble de nos domaines d'intervention.

IDEA International œuvre sur plusieurs fronts: il fournit une analyse sur les tendances démocratiques mondiales et régionales; produit des données comparatives relatives aux bonnes pratiques démocratiques internationales ; offre aux acteurs engagés dans les processus démocratiques une assistance technique et contribue au renforcement de leurs capacités en matière de réforme démocratique ; et engage un dialogue sur les questions qui relèvent du débat public sur la démocratie et sa mise en place.

Notre siège se trouve à Stockholm et nous avons des bureaux régionaux et de pays en Afrique, en Asie et dans le Pacifique, en Europe, en Amérique latine et dans les Caraïbes. IDEA International est un observateur permanent auprès des Nations Unies.

<<http://www.idea.int>>

La 2nde Université d'Été annuelle destinée aux jeunes cadres des partis politiques en Afrique s'est déroulée du 6 au 8 juin 2018 à Kigali, au Rwanda, sur le thème suivant: «La participation des jeunes aux processus politiques: tendances émergentes des aspects néfastes de l'argent en politique».

L'Université d'Été s'est déroulée dans un contexte de reconnaissance du fait que la participation des jeunes à la politique, et en particulier celle des jeunes femmes, qu'il s'agisse de représentation directe dans les structures politiques ou bien de modalités d'engagement politique moins formelles, reste limitée dans les pays africains. On observe de faibles niveaux de participation active et d'influence des jeunes alors même qu'ils et elles constituent une proportion très importante et croissante de la population totale.